



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 15 septembre 2020**

-----

## **PROCES-VERBAL**

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Mes chers collègues, bonjour à tous et à toutes. Merci de votre présence. Nous allons commencer par faire l'appel. Je demande à Madame GIMENEZ. Dans un second temps, je donnerai un certain nombre d'informations.

Avant de faire l'appel, nous accueillons Madame Stéphanie JANNIN qui siège de nouveau au sein de notre assemblée suite à la démission de Madame Soune SERRE. Je propose à Clara de faire l'appel et ensuite, je vous donnerai quelques communications, puis nous examinerons l'ordre du jour.

*Madame GIMENEZ procède à l'appel.*

Merci beaucoup à Madame GIMENEZ. J'excuse Madame TOUZARD qui nous a envoyé un petit texto à l'instant ; elle a été empêchée.

Avant de commencer le Conseil, quelques informations. Non pas que la composition de cette tribune ait un caractère exceptionnel mais elle marque l'aboutissement de deux choses : tout d'abord, Christian FINA, qui est DGS en fonction, a fait valoir ses droits à la retraite. Je tiens ici publiquement, au nom de l'Assemblée, à saluer son engagement d'abord à la Ville de Montpellier, à la Communauté d'Agglomération et à la Métropole. C'est son dernier Conseil en tant que DGS. Nous aurons l'occasion d'y revenir puisque le 8 octobre se tiendra un moment d'expression de la reconnaissance pour l'ensemble des services accomplis au service de la collectivité avec de nombreuses anecdotes, avec tous les pionniers de la grande aventure dite de 77 qui contribuèrent à la mise en œuvre du projet urbain dans lequel nous nous trouvons. Je tenais en cette séance, de manière solennelle, à le saluer et le remercier également de l'accompagnement dans la prise de fonction des nouveaux élus qu'il a accompli. Nous vous ferons passer l'invitation pour le 8 octobre afin que nous puissions saluer l'ensemble de sa carrière.

Suite à l'appel à candidature qui a été lancé – une annonce dans le journal dit de référence *Le Monde* –, nous avons lancé le recrutement de notre DGS mutualisé. Nous avons eu de très nombreuses candidatures. Accompagnés par un cabinet extérieur, le cabinet Light, nous avons mené un certain nombre d'auditions sur trois phases pour aboutir au recrutement de Monsieur Olivier NYS qui siège ici. Il est l'ancien Directeur Général des Services de la Métropole de Lyon. Il a une très riche expérience dans la fonction publique territoriale. Il a débuté sa carrière au sein d'un cabinet très important pour les collectivités : le cabinet Klopfer qui est doté de très riches compétences en termes de gestion des ressources humaines et de finances. Monsieur NYS, ici présent, prendra ses fonctions dans la suite de Monsieur FINA lors du prochain Conseil de Métropole.

Je propose à Monsieur NYS de dire quelques mots pour se présenter.

**Olivier NYS**

Merci Président. Il n'est pas de tradition, dans un Conseil, que l'administration prenne la parole.

**Monsieur le Président**

C'est vrai.

**Olivier NYS**

Je le fais donc de manière dérogatoire. Je voudrais vraiment insister sur la très grande reconnaissance d'avoir été recruté au terme d'un processus, comme vous l'avez dit, pour l'instant le plus exhaustif de France et le plus complet.

**Monsieur le Président**

Merci.

**Olivier NYS**

C'est aussi pour moi une reconnaissance du travail accompli et surtout une perspective très intéressante d'accompagner avant tout un projet. Nous, administration, sommes là pour mettre en œuvre un projet que l'exécutif métropolitain souhaite décliner, accompagner une équipe et accompagner un territoire. Nous sommes avant tout là pour cela.

Je ne vous cache pas que mes principales motivations sont avant tout d'accompagner ce territoire et les communes qui le composent ainsi que le projet, le programme qui l'a structuré. Je voudrais insister sur le fait que je suis fort d'une dizaine d'années de direction générale de structures intercommunales : Reims entre 2010 et 2015, Métropole de Lyon depuis 2016. Vous savez peut-être que la Métropole de Lyon est une Métropole un peu atypique car c'est la fusion, pour l'instant encore unique en France, d'un Département et d'une Communauté urbaine. Je voudrais vraiment insister sur l'importance pour moi d'avoir une gestion, avec l'équipe générale de l'administration, qui soit vraiment partenariale et main dans la main avec les communes. Je reste persuadé – et je crois que c'est aussi l'esprit de la gouvernance qui est en place, qui est une dimension qui m'a aussi beaucoup séduit dans le projet montpellierain – qu'il faut placer les communes et la Métropole dans une relation de collaboration permanente sur les grands dossiers mais aussi sur toute la proximité du quotidien dont nous savons combien elle est importante pour nos citoyens, pour nos habitants et pour tous les métropolitains.

C'est vraiment dans cet esprit que j'essaierai aussi de manager l'administration. Je sais que c'est en place mais on peut toujours faire mieux. Le dernier mandat a été riche d'avancées. Pour autant, il reste encore beaucoup à faire. C'est vraiment dans cet esprit que j'essaierai de porter l'administration dans le strict respect des communes, du programme et du projet qui est en place.

Voilà pour l'essentiel de ce que je voulais dire. Je l'avais précisé en bureau : à partir de la semaine prochaine, je commencerai à venir à votre rencontre sur vos communes afin de rencontrer les maires, les exécutifs et de découvrir le territoire pour pouvoir vous accompagner le mieux possible.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup pour cette seule parole de l'administration qui sera faite lors de l'Assemblée. Merci de vos propos. Je vous invite le 8 octobre à venir saluer la carrière de Monsieur FINA.

Quelques informations : depuis le 7 août, le Premier ministre a fixé la question de la lutte contre la pandémie du Covid-19 dans une relation Préfet-Métropole, d'où des arrêtés rendant obligatoire dans un certain nombre de communes le port du masque, d'où les demandes faites aux associations et à tous les acteurs de donner les protocoles de mise en œuvre d'accueil du public pour respecter les gestes barrières. Nous sommes à un moment où notre département est passé en rouge depuis plusieurs semaines et nous n'en sortons pas. Il faut que nous nous disions les choses. La rentrée universitaire dans l'Hérault, comme dans d'autres endroits, est un des points qui n'est pas des plus simples à régler. Nous sommes sur une ligne de fragilité entre les événements que nous devons essayer de maintenir parce que la vie sociale, économique, culturelle et sportive doit se tenir à l'image du match Montpellier-Nice où les choses se sont bien passées mais sont très difficiles à gérer. Nous avons donc une nécessité, chers collègues Maires, d'une très grande vigilance sur les manifestations qui se tiennent. Nous avons pu voir qu'Israël reconfiner pour trois semaines. Ce n'est évidemment pas tout à fait pareil. Toutefois, cette perspective, personne ne la souhaite. Cependant, si la responsabilité n'est pas au rendez-vous, elle s'imposera à nous.

Nous devons donc être extrêmement vigilants dans les différentes manifestations qui doivent se tenir et nous devons aussi, dans ce contexte, nous réinventer. Cela a été le cas de l'Antigone des associations qui a été 100 % numérique. Le FISE est devenu une E-FISE. Il a un rayonnement mondial au travers des réseaux sociaux. Certaines manifestations pourront se tenir, d'autres pas. Nous devons être collectivement vigilants.

Nous avons déployé dans chaque commune un correspondant Covid. Je crois que ce dispositif fonctionne bien pour s'alerter et pour échanger. Nous pouvons encore l'améliorer. Ce matin, il y a un drive sur l'Esplanade. Il y a le drive du Domaine d'O. Nous sommes en lien avec l'ARS. Toutefois, il faut que nous soyons tous collectivement extrêmement responsables. Les chiffres que nous recevons chaque jour ne sont pas rassurants. Ils ne laissent pas entendre un recul de la pandémie. Nous sommes plutôt sur un plateau mais notre taux de positivité est de 6 % environ. Donc, responsabilité. Nous avons des relations très régulières avec le Préfet. Grande prudence. D'ailleurs, Monsieur le Préfet vient d'écrire à l'ensemble des maires pour voir dans quelle mesure il faut qu'ils annulent et reportent les Journées du patrimoine sur un certain nombre de sites. Dans ceux où il est possible de garantir une sécurité absolue, il serait éventuellement possible d'accueillir. Je pense, par exemple, aux musées qui sont déjà organisés pour recevoir du public. Il est toutefois évident que ce week-end, nous ne pouvons pas nous permettre de longues files de queue – nous connaissons le succès des Journées du patrimoine – au risque que tel ou tel site devienne potentiellement un cluster parce que nous ne serions pas capables de respecter les gestes barrières. Vous venez donc d'être saisis.

Troisième point que je voudrais signaler : nous allons délibérer sur les organismes. Vous avez une délibération avec les noms des collègues qui seront proposés au vote. Je voudrais indiquer que Monsieur CALVO est le nouveau Président de notre principal bailleur social ACM.

Au MoCo, c'est Monsieur PENSO, en tant que Vice-Président à la culture, qui va assumer dans un premier temps la présidence. L'idée est ensuite de trouver une personne qualifiée du monde culturel. Je voudrais vous indiquer ce qu'a été la position des administrateurs du MoCo sur un dossier financier qui est le compte de résultat : sur l'année d'ouverture, nous avons eu un déficit de 180 000 € qui aurait pu être plus important puisqu'il a été renfloué. Nous avons donc fait le choix de nous abstenir face à l'incompréhension de l'existence de ce déficit – qui n'est pas une petite somme – de 180 000 €. Je le dis aussi : il a été proposé que ce déficit soit compensé par une hausse de subventions. Nous ne retiendrons pas, avec Monsieur PENSO, cette solution. Ce n'est pas celle que nous vous présenterons. Il appartient au MoCo de trouver des solutions pour être en équilibre.

Troisième organisme : l'EPIC du Domaine d'O qui a tenu son vote. Il est à l'équilibre d'un point de vue financier. C'est Jean-Claude FALL qui en sera dorénavant le président. Il est bien connu. Il s'agit d'un metteur en scène. Il a dirigé pendant 13 années le CDN Théâtre des 13 vents. Il a été parmi les pionniers du festival Saperlipopette jeune public. C'est une personnalité reconnue dans le monde de la culture. Il devra ouvrir le dialogue pour donner sens au transfert de compétences avec le Département sur le devenir du Domaine d'O pour que ce transfert de compétences permette de donner un nouveau souffle culturel autour du spectacle vivant et en particulier le théâtre.

Au niveau de la culture, je vous rappelle que le contexte n'est pas à l'euphorie avec la pandémie. Ce vendredi s'ouvre l'exposition sur l'impressionnisme canadien mais il n'y aura pas de vernissage. Elle est à visiter. Ce sera un événement important dans la vie culturelle de la Ville tout comme, samedi soir, le lancement des 40 ans bis de Montpellier Danse avec respect des gestes barrières. Je vous invite à suivre la programmation de Montpellier Danse qui court jusqu'en décembre dans un contexte qui n'est pas des plus simples. Voilà pour la culture.

Sur le sport, quelques informations également. Nos équipes peuvent jouer, non pas à guichets fermés, mais à jauge contrainte. Je faisais référence à notre équipe de football dont il faut saluer le très beau match face à Nice. La saison commence bien. Nous avons ouvert les discussions avec Olivier et Laurent NICOLLIN sur le stade avec une méthode de travail pour porter le projet d'un stade qui sera 100 % privé. Concernant le site, une proposition a été faite en lieu et place du centre commercial Shopping Promenade. Un comité de pilotage a été installé la semaine dernière et se réunira tous les 15 jours pour mettre en œuvre ce projet. Pourquoi ? Parce qu'à la fois il faut accompagner ce projet privé, ceux qui veulent le porter, mais aussi parce que nous devons engager la mission qui a été confiée à Christian ASSAF, que je salue ici, qui est d'accompagner le modèle sportif sur un modèle de professionnalisation. En effet, le modèle du sport montpelliérain repose encore beaucoup sur les finances publiques, de manière assez importante. Nous voyons dans d'autres villes, dans d'autres territoires, un modèle de professionnalisation qui permet de mieux répartir les moyens alloués et donc, potentiellement, de mieux les redistribuer. C'est donc sur ce modèle que l'ensemble des relations avec les clubs professionnels se définit. Comité de pilotage sur le stade, échanges sur le hand qui fera son premier match ce vendredi, et aussi un choix de notre part de lancer autour de la natation et de la piscine olympique une procédure de *naming*. Il faut évidemment qu'il y ait une cohérence sur le lieu. Cela permettrait de dégager de nouvelles sources de financement pour pouvoir accompagner le sport. Nous allons donc explorer cette voie sous la houlette de Christian ASSAF. L'idée est de dégager de nouvelles recettes parce que nous ne pouvons pas nous engager. C'est notre engagement de ne pas avoir recours à une hausse de la fiscalité.

Dernier point et non des moindres : nos relations avec le Gouvernement, avec l'État. Si celles-ci sont très régulières sur la question de la pandémie, elles le sont également avec les différents membres du gouvernement. Nous serons prochainement reçus avec l'ensemble des parlementaires, que je remercie d'avoir appuyé la démarche, sur la question des effectifs de police. Nous serons donc reçus par Monsieur DARMANIN. Nous avons accueilli Madame WARGON, ministre en charge du Logement, jeudi dernier, notamment pour mettre à l'honneur un dispositif qui avait été engagé précédemment « Logement d'abord ». Nous étions avec Madame GIMENEZ. Il s'agit d'un dispositif absolument remarquable qui permet d'accompagner les personnes qui étaient à la rue, qui se retrouvent dans les hébergements d'urgence, dans des pensions de famille, et donc de les sortir de l'exclusion. Il y a un programme de poursuite de ce projet.

Nous avons obtenu des crédits supplémentaires pour accompagner deux nouvelles pensions de famille. Vous me direz que c'est beaucoup et que c'est peu. Toutefois, les pensions de famille sont de petites structures dans lesquelles il y a 25 personnes qui vivaient à la rue et qui, accueillies, se reconstruisent, retrouvent un chemin d'insertion. Nous sommes donc pleinement engagés dans ce dispositif. Madame la Ministre nous a confirmé quelques crédits supplémentaires pour accompagner la dynamique de projet, ce qui est une très bonne chose, car être à la rue ne doit pas être une fatalité. Les témoignages des personnes qui racontaient leur parcours de vie étaient extrêmement émouvants. Cela s'est fait en présence de Monsieur ROBERT de la fondation Abbé Pierre.

Autre point : nous avons des affaires relatives à la mise en sécurité face au risque inondation du CHU. Le Préfet de Région a annoncé l'engagement de l'État à hauteur de 1,8 million d'euros pour des travaux de digue. Il s'agit d'une très bonne nouvelle car cela nous permet de dégager des marges de manœuvre sur d'autres projets. Donc, travaillons ensemble.

Enfin, le chef de l'État sera présent à Montpellier. Il s'agit d'une visite présidentielle. Elle sera orientée sur le rôle de la culture et de l'éducation. Il y a, en ce moment même, une discussion en Préfecture. Cela concerne la culture et l'éducation, en tant que facteurs de cohésion sociale. Lorsque le programme sera arrêté, il sera connu. Ce sera donc une visite du président qui, espérons-le, passera un peu de temps auprès des acteurs sur le territoire de Montpellier. Ensuite, il se rendra à Lunel.

Voilà les quelques informations. Sur table, avant de commencer notre ordre du jour, vous avez donc les propositions de désignation dans les organismes ; en tout cas, la seconde vague. Il y en aura une troisième lors du prochain Conseil que nous devons régler. Vous avez une délibération qui a été amendée et modifiée.

Je vous propose de passer à l'approbation de l'ordre du jour.

#### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 15 SEPTEMBRE 2020**

*Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 68 affaires.*

*L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

#### **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 15 JUILLET 2020 ET DU 31 JUILLET 2020**

*Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus les projets des procès-verbaux des séances du 15 et du 31 juillet 2020.*

*Le procès-verbal de la séance du 15 juillet 2020 est adopté à l'unanimité.*

*Le procès-verbal de la séance du 31 juillet 2020 est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

#### **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

##### **Monsieur le Président**

Vous avez également connaissance des décisions qui ont été engagées. Il n'y a pas de vote là-dessus.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

## **AFFAIRE N°1 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RÉSIDENTIELS – DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL D'ENCADREMENT DES LOYERS ISSU DE LA LOI ÉLAN – DEMANDE D'EXPÉRIMENTATION SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

*M. L. JAOUL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme J. GALABRUN-BOULBES.  
M. F. RIO sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Pardon, Madame BORNE.

*Intervention hors micro de Madame Borne.*

**Monsieur le Président**

Nous allons la présenter et ensuite nous allons ouvrir la discussion. Il s'agit d'une affaire que je vais rapporter. Pardon, Madame la Députée.

**Patricia MIRALLES**

Bonjour Monsieur le Président. Bonjour chers Collègues. Juste un petit point. Vous savez que j'ai porté une proposition de loi sur les tickets de caisse et je ne suis pas quelqu'un qui aime forcément imprimer ses mails. Je suis donc un petit peu embêtée de devoir, s'il le fallait, imprimer le Conseil de Métropole. Je voulais savoir si vous alliez mettre à disposition des ordinateurs puisque nous en avons jusqu'à présent. Nous les avons rendus. Est-ce qu'il s'agit d'un problème de délai ou d'un choix personnel ? Merci.

**Monsieur le Président**

Madame MIRALLES, vous m'écrivez et je répondrai. Il s'agit évidemment d'un problème de délai. Monsieur VASQUEZ, lors de ce Conseil, va rapporter des affaires qui engagent la stratégie zéro déchet. Comme dit l'adage : charité bien ordonnée commence par soi-même. Nous devons évidemment adopter de plus en plus de gestes vertueux. Nous héritons beaucoup et il faut travailler. Il y aura effectivement une mise à disposition d'ordinateurs. Il n'y a pas de rupture. Il s'agit davantage d'un sujet de délai.

Nous allons sur l'enjeu du logement. Madame VASSAS-MEJRI ne peut pas rapporter cette affaire mais c'est évidemment elle qui porte ce dossier. La loi Élan contient un certain nombre de dispositions et rend possible l'expérimentation pour encadrer les loyers pendant une durée de cinq ans. Je propose donc de candidater à cette expérimentation. Cela ne dit pas que nous obtiendrons l'agrément. Nous allons créer toutes les conditions en ce sens, pour la Métropole et principalement pour la commune de Montpellier qui est la quatrième commune en termes de prix des loyers de France. C'est donc extrêmement difficile. Les réponses passent par la construction. Nous parlerons dans les Conseils à venir des formes de l'habitat pour limiter l'artificialisation des sols et donc, des enjeux de densité. Cependant, la réponse ne peut pas être qu'une réponse de production. Il faut que nous reprenions la main sur l'ensemble des dossiers. Il se trouve que dans certains secteurs de la ville de Montpellier, par les investissements publics réalisés souvent par la Métropole ou la commune, quand les baux changent, les loyers sont révisés de 10, 15, 20 % créant cette situation très difficile. Nous souhaitons donc rejoindre la démarche qui a été engagée par la Ville de Lille et la Ville de Paris pour se doter d'un observatoire des loyers et instaurer un moratoire des loyers pour essayer de préserver au maximum le pouvoir d'achat des classes moyennes, dont le coût du logement fragilise leur quotidien. La délibération qui vous est proposée porte sur le droit de déposer un dossier pour cette expérimentation. Cela ne dit pas que nous allons être retenus. Nous allons créer avec Claudine VASSAS-MEJRI cette possibilité. Elle concerne la ville-centre de Montpellier.

J'ouvre le débat. Madame BORNE.

**Mathilde BORNE**

Merci Monsieur le Président. Je voulais juste vous exprimer ma joie. Nous trouvons que cette expérimentation d'encadrement des loyers sur le territoire de la Ville de Montpellier est vraiment une excellente initiative. Nous saluons donc cette initiative en particulier dans la situation actuelle de la Métropole et de la crise dans laquelle nous nous trouvons. Je pose juste une question : serait-il possible de demander cette expérimentation pour le reste des « communes-cœur », notamment celles qui sont à la périphérie de la Métropole qui ont des problématiques un peu similaires à celles de la ville centre notamment du fait qu'il y a de plus en plus de logements locatifs dans ces communes ? Merci.

**Monsieur le Président**

La délibération est inscrite car il s'agit principalement d'une demande de Montpellier. Ce sera aux maires et aux Conseils municipaux, s'ils souhaitent se positionner, de le faire. En tout cas, en créant cette délibération, la commune de Montpellier y répondra. J'ai un peu lié les deux car c'est évidemment sur la ville-centre que c'est extrêmement tendu.

Merci de vos mots sur ce dispositif. Je précise qu'il s'agissait d'un engagement que nous avons pris dans notre campagne et que nous mettons le plus vite possible en œuvre. Si nous ne répondons pas avant le 14 novembre, nous échapperons à l'expérimentation et nous n'aurons plus la possibilité de la faire.

Madame DOULAIN, Monsieur FOURCADE et Monsieur REVOL. Trois minutes chacun. Merci.

**Alenka DOULAIN**

Bonjour à toutes et tous. Pour aller dans le sens des propos de Madame BORNE, je pense qu'il y a vraiment un vrai sujet sur le fait d'étendre cette expérimentation à d'autres communes de la Métropole. Les chiffres aujourd'hui dans des communes limitrophes de la première couronne autour de Montpellier, sont autour de 10 € du mètre carré. Cela correspond au pire des cas sur la carte des zones les plus tendues de Nantes, donc une ville assez similaire à Montpellier. En gros, ce qui est en rouge à Nantes est soi-disant en vert à Montpellier mais c'est juste que, comparativement, les prix sont très élevés dans des communes limitrophes. Ce sont, par ailleurs, des communes qui, parfois, n'ont pas atteint leurs objectifs en termes de logements sociaux. Ce qui est très intéressant dans la délibération que vous nous avez proposée, c'est évidemment l'encadrement des loyers auquel nous sommes favorables mais aussi le fait que vous avez fait le lien entre le fait qu'il n'y a pas assez de logements sociaux et que c'est ce qui surenchérit le parc locatif privé. Il y a vraiment un point d'attention à porter. Il faut vraiment inciter d'autres communes de la Métropole à faire ce choix. C'est vraiment l'enjeu, aujourd'hui, de cet encadrement afin que ce ne soit pas uniquement une opération de communication.

J'avais aussi une question sur la dimension de contrôle. À Paris, l'encadrement des loyers a rencontré un souci majeur, à savoir les contrôles des propriétaires, à tel point qu'aujourd'hui, la moitié des offres qui sont sur le marché sont considérées comme ne respectant pas la législation sur l'encadrement des loyers. Que comptez-vous faire pour que l'encadrement des loyers devienne une réalité ? Cette question du contrôle a-t-elle été abordée avec Monsieur le Préfet qui semble être l'autorité compétente en matière de contrôle ? Pouvons-nous avoir des éléments sur ces aspects ? Merci beaucoup.

**Monsieur le Président**

Monsieur FOURCADE.

**Jean-Noël FOURCADE**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, je vais dénoter : je vais voter contre cette proposition. Pourquoi ? Parce que je pense que l'encadrement des loyers est une atteinte au droit de la propriété privée. Si cela apporte une solution sur le pouvoir d'achat des plus démunis, je ne crois pas que cela puisse apporter une solution sur le manque de logements. Aujourd'hui, c'est faire porter la responsabilité de nous, élus et collectivités, sur le parc privé. Montpellier a son taux de logements sociaux mais des communes comme Lattes et d'autres n'ont pas le taux de logements sociaux qui est imposé. Faisons d'abord le travail chez nous dans nos communes – nous avons voté un PLH il n'y a pas si longtemps que cela avec des objectifs très ambitieux – avant de venir impacter le parc de logements privés. Merci.

**Monsieur le Président**

Monsieur REVOL.

**René REVOL**

Je pense qu'avec l'intervention de Monsieur FOURCADE, nous abordons le fond du débat. La Ville de Grabels a pris position il y a un an et demi pour rentrer dans le dispositif de la loi Élan. Par cette intervention, je vous le dis, nous allons re-consulter le nouveau Conseil municipal qui a été élu. Toutefois, d'ores et déjà à l'unanimité, l'équipe majoritaire s'est prononcée pour rejoindre ce dispositif pour lequel nous nous étions déjà prononcés. Lorsque nous avons défendu cette position il y a un an et demi, la réponse était : il faut modifier le marché et pour modifier le marché, il faut augmenter l'offre de logements et si vous augmentez l'offre de logements, vous contribuez à faire diminuer le prix. Ce sont tous ceux qui croient en la simple loi du marché qui défendaient ce point de vue ; il était dominant il y a quelques années.

Le dispositif qui est mis en place par la loi Élan est extrêmement modeste. Il est très limité. Il s'agit d'une expérimentation. Nous ne savons pas si nous serons retenus. Tout cela, ce n'est rien du tout. Il faudrait une autre disposition législative. Nous n'avons pas la compétence de le faire. Rentrons donc dans ce dispositif tout de suite parce qu'il faut prendre la mesure des choses. Depuis 1990, le prix des loyers a augmenté 10 fois plus vite que la moyenne des revenus. C'est la réalité. Qui nie cette réalité ? Qu'est-ce que cela a comme effet ? Cela expulse progressivement tous ceux qui sont dans le bas de ce parc privé et qui sont de plus en plus nombreux. Donc, la liste d'attente dans les logements sociaux s'allonge même quand nous en produisons plus. Ma commune est passée en 10 ans de 3 % à 17 % de logements sociaux pourtant, la liste d'attente a augmenté de 50 % sur ma seule commune. Il faut donc arrêter de croire que la loi de l'offre et de la demande, la concurrence et tout cela vont régler le problème. Non. Le problème est qu'il faut de la régulation, de la planification dans le logement comme ailleurs. Voilà. Je tiens à dire ici que la Ville de Grabels se porte candidate pour rejoindre cette expérimentation.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup cher collègue. Monsieur LAFFORGUE.

**Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous n'allons pas faire de sujet politique sur ce dossier. Nous nous abstiendrons car je pense sincèrement qu'il s'agit du choix des maires, en Conseil municipal. Cette expérimentation concerne la Ville de Montpellier. Le dossier est propre à Montpellier. Je crois que chaque maire dans son territoire et avec son Conseil municipal adoptera ou non ce dispositif. Merci.

**Monsieur le Président**

M. MOYNIER, allez-y.

**Arnaud MOYNIER**

Je m'abstiendrai également sur cette délibération. À l'inverse de mon collègue maire de Grabels, je pense que nous n'avons pas besoin de plus de régulation mais de plus de liberté justement, c'est-à-dire l'inverse. Le parc privé ne rentre pas en concurrence avec le parc social, ce sont deux choses totalement différentes. Si on s'intéresse à la question, on se rend compte que chez les propriétaires privés, quand ils font parfois l'effort d'investir sur du logement locatif, on ne prend pas en compte les lignes d'emprunt qu'ils peuvent avoir sur les travaux qu'ils ont réalisés et ce qu'ils ont à rembourser. Si je peux me permettre, vous parlez également de la faiblesse des logements sociaux que nous pouvons avoir sur nos communes bien que nous ayons fait les uns et les autres des efforts, mais peut-être devrions-nous également mettre la barre un peu plus haut sur la création de richesses sur ce territoire qui en a bien besoin, et peut-être songerions-nous un peu moins et aurions-nous des problèmes en moins concernant la production de logements. Je voulais dire que nous avons besoin de plus de liberté là-dessus et que je m'abstiendrai. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Ce qui va se produire dans cette délibération, ce sont plusieurs choses. Le premier point, très important pour nous tous, c'est un observatoire des loyers. Cela va donner à chaque maire un outil de pilotage. De qui dépendez-vous aujourd'hui pour suivre le prix du logement ? D'opérateurs privés. Là, avec l'État, nous allons bâtir un dispositif d'indicateurs. Ensuite, chaque commune décidera ou pas de se positionner et c'est son droit souverain.

Je voudrais juste dire, pour ce qui est de la commune de Montpellier, que nous avons plusieurs phénomènes : quand, collectivement, vous consentez à investir beaucoup (la ligne de tramway qui arrivera et qui était attendue ; un certain nombre d'équipements publics), cela surenchérit et donne de la valeur aux biens. S'il existe des mécanismes de répartition, comme dans les ZAC, permettant de financer des équipements publics, il y a des endroits où il n'y a pas de participation. Vous allez me dire qu'il y a les PUP. Mais, quand d'un seul coup, à chaque bail qui change tous les deux ou trois ans, voire tous les ans, il y a une augmentation de 10 à 15 %, cela crée une tension extrêmement difficile pour un certain nombre de locataires. Vous retrouvez, nous retrouvons tous comme élus locaux, des gens qui disent qu'ils ont besoin d'un logement social. Nous voyons bien cette tension puisque malgré les efforts, nous peinons, les uns et les autres, à répondre.

Ce que nous proposons, c'est de déposer une candidature pour tenter l'expérimentation de créer un outil objectif sur le montant des loyers où, y compris, nous ne serons pas dépendants d'opérateurs privés qui font leur travail. Tout à l'heure, il y a une communication publique sur les prix de vente ; c'est très bien, mais il



faut que nous ayons un outil de pilotage, que nous essayions d'apporter une réponse dans certains secteurs où les coûts des loyers deviennent tels que cela crée de la tension, car les gens se déplacent sur la périphérie. Là, il s'agit de la ville-centre.

Quant aux moyens de contrôle, il s'agit évidemment d'un sujet. Si cela n'avait tenu qu'à moi, nous aurions rajouté une troisième délibération sur le logement : la régulation d'Airbnb. Celle-ci aura lieu dès que nous aurons les moyens – Cyril MEUNIER qui est en charge du tourisme acquiesce –, dès que nous aurons travaillé sur l'organigramme des services afin que nous puissions effectivement organiser le contrôle, parce que ces dispositifs-là – nous allons parler du permis de louer après – nécessitent des moyens pour les suivre. La temporalité de mise en œuvre de l'expérimentation nous permet de nous organiser, d'une part, et d'autre part de mettre des moyens pour accompagner cette demande de régulation. Pourquoi n'avons-nous pas mis Airbnb ? Parce que si nous le faisons maintenant, tout le monde se déclarerait et nous perdriions la bataille. Il faut donc que nous ayons les moyens de contrôle. Concernant Airbnb, il faut réguler. Je le dis : nous allons mettre des moyens parce qu'aujourd'hui, toute l'hôtellerie est déstabilisée, toute la restauration est déstabilisée et dans l'hyper-centre de la Métropole, l'Écusson de Montpellier, de nombreux logements qui pourraient être mis en location et détendre le marché sont découpés et deviennent des logements Airbnb. Vous savez quel est le nouveau bruit dans l'Écusson ? Il y a plein de nuisances dans l'Écusson. C'est le bruit des valises à roulettes. Vous vous promenez, il y a des cadenas accrochés partout et c'est Airbnb. Bien sûr que cela peut exister, et que cela permet des compléments de revenus à certains ; c'est tout à fait understandable. Toutefois, lorsque cela devient une activité à part entière, cela déstabilise l'hôtellerie, donc des emplois, et cela met encore plus en tension le logement.

Le temps de déposer le dossier et espérer obtenir l'agrément, nous pourrions mettre les moyens humains. La mission que Monsieur NYS a comme DGS est de mettre en ordre l'organigramme au regard des orientations politiques. Ensuite, chaque commune est souveraine et définira si elle rentre ou pas dans ce dispositif. Celle de Montpellier y répondra favorablement, celle de Grabels également. Chacun décidera, mais nous pourrions objectiver la décision, mes chers collègues, avec un observatoire public des loyers, car si je vous pose collectivement la question « où trouve-t-on la donnée du prix des loyers ? », nous avons tous de la perception. Nous sentons que c'est cher. Nous l'entendons. Nous entendons les étudiants dire qu'ils ont deux garants et que malgré cela, ils n'arrivent pas à louer un logement. C'est ce que nous entendons mais nous n'avons pas de données objectives. Là, Madame VASSAS-MEJRI va, demain, piloter un observatoire des loyers de la Métropole, avec l'État, qui nous permettra d'être en situation d'aide à la décision.

Ces questions de logement, mes chers collègues, il faut y répondre par la production. J'ai un désaccord avec vous, mais il est légitime dans le débat démocratique ; il est même respectable. Nous pensons qu'à un moment, il faut mettre à Montpellier un petit peu de régulation sur un certain nombre de dispositions : sur Airbnb dans certains secteurs, sur les changements de baux qui font exploser les prix des loyers, et sur le permis de louer, comme vous le verrez tout à l'heure dans la deuxième délibération, parce que nous avons des logements qui sont saccagés pour être aux mains des marchands de sommeil. Là encore, ce n'est pas acceptable.

Je vous propose de passer au vote. M. SAVY, peut-être. Allez-y rapidement.

### **Jean-Luc SAVY**

Très rapidement. Pardon Monsieur le Président, mes chers collègues, je n'ai pas eu le temps de lever la main juste avant votre intervention ; j'en suis navré. Je rejoins l'avis de René REVOL même si, avec mon Conseil municipal à Juvignac, nous n'en avons pas encore parlé du tout. Pour moi, ce n'est pas tellement priver de liberté mais plutôt associer la réflexion qui, je le rappelle, entre dans le champ du plan local de l'habitat (PLH) ; c'est le privé et c'est le public, c'est-à-dire que c'est le logement social pour 36 %, et le reste en logement libre. Cela veut bien dire que le coût des terrains et du foncier qui, pour les équipements publics, pour l'exportation des jeunes ménages à distance des grandes métropoles, ne peut être la seule variable d'ajustement. Il faut donc maîtriser le rythme d'attractivité de la Métropole. Si nous ne le faisons pas par le biais du PLH dans sa variable de logements privés, nous ne nous en sortons plus. Quelque part, plus on adhère au PLH et plus, finalement, le libre augmente puisqu'il est à hauteur de 65 – 67 %. Aujourd'hui, il s'agit de maîtriser ce rythme d'attractivité, non pas avec la seule variable du social mais aussi avec le parc privé. C'est justement cette double échelle qu'il faut avoir en tête pour ne pas créer de tensions au sujet du logement social dont, je rappelle, 70 % d'entre nous peuvent bénéficier. Nous nous retrouvons donc aujourd'hui avec des logements qui sont de la même qualité constructive que ceux du privé, avec les mêmes matériaux. Je ne vois donc pas pourquoi nous ne pourrions pas avoir cette réflexion autour d'un cadre qui régule sans obérer les libertés de chaque commune.

**Monsieur le Président**

Madame CASSAR, une dernière intervention et après nous y allons.

**Michelle CASSAR**

Président, simplement une petite précision car nous regardions la délibération qui nous est proposée : si j'ai bien compris, pour les communes qui voudraient se rattacher, il leur suffit de prendre une délibération. Toutefois, dans la délibération, vous proposez l'application, dans le cadre de l'expérimentation de cinq ans, au seul territoire de Montpellier. Cela n'est-il pas restrictif par rapport aux autres communes ?

**Monsieur le Président**

C'est la Métropole qui dépose la demande d'agrément. Normalement, l'agrément est obtenu pour l'intercommunalité. Nous avons voulu marquer les choses par rapport à Montpellier. Ce que nous a dit le Préfet, c'est que si nous avons l'agrément, les communes pourront délibérer.

*Intervention hors micro de Madame CASSAR.*

**Monsieur le Président**

Oui, oui. Ce n'est pas restrictif.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Claudine VASSAS-MEJRI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : M. Jean-Noël FOURCADE.*

*Abstentions : 15 voix*

*Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Serge GUISEPPIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Sylvie ROS-ROUART.*

**AFFAIRE N° 2 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE – INSTAURATION DE L'AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION, DITE « PERMIS DE LOUER » - QUARTIER CELLENEUVE A MONTPELLIER**

*Mme P. MIRALLES sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme I. MARSALA.*

*M. B. TRAVIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme S. JANNIN.*

*M. F. RIO entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Nous passons à la deuxième délibération, toujours sur le thème du logement, et donc en lien avec notre souci de maîtriser l'habitat. Madame VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente au logement.

**Claudine VASSAS-MEJRI**

Merci Monsieur le Président. Je précise tout d'abord que ce dispositif dit « permis de louer » concerne le seul parc locatif privé. Pourquoi mettre en place ce dispositif ? Parce que, et c'est un constat objectivé par les données de l'ANAH, malgré les actions d'amélioration de l'habitat conduites sur le territoire de la Métropole, nous avons encore des logements potentiellement indignes donc des personnes qui vivent dans des logements sans le confort minimal, impropres à l'habitation et qui constituent un danger pour la santé. Ils se concentrent majoritairement sur la ville de Montpellier, puisque sur 6 500 logements considérés comme indignes, plus de 4 750 se trouvent sur la ville-centre.

Dans ce contexte, il s'agit d'aller plus loin que les dispositifs incitatifs en posant un cadre plus contraignant au moment de louer. Dans un premier temps, il est proposé de déployer le permis de louer sur un périmètre défini, celui du quartier de Celleneuve, où le service communal d'hygiène et de santé intervient régulièrement et qui n'est pas encore couvert par une opération d'amélioration de l'habitat. Au plan pratique, vous trouverez

la description de la procédure dans le rapport. Le délai d'instruction sera court, puisque la décision interviendra sous un mois maximum. La mise en œuvre de ce permis de louer interviendra six mois après la délibération que nous vous proposons ce jour. Enfin, ce dispositif étant expérimental, une évaluation sera conduite au bout d'un an et nous verrons à ce moment-là s'il est reconduit et si oui, s'il est élargi au-delà du quartier de Celleneuve.

En conséquence, il est proposé d'instaurer l'autorisation préalable de mise en location prévue par les articles L .6135-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitat sur le périmètre défini à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021, et d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN, Monsieur ARS, Monsieur DESSEIGNE, Monsieur RICO et Madame OLLIER.

#### **Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, mes chers collègues, comme pour l'encadrement des loyers, le permis de louer fait partie des outils qui sont réclamés depuis de nombreuses années par les associations de droit au logement et les collectifs d'habitants. Ils tirent la sonnette d'alarme sur l'habitat indigne qui ronge notre ville comme cela a été rappelé. Nous nous félicitons évidemment de voir inscrite à l'ordre du jour de notre institution la mise en place ce dispositif.

Vous proposez, cependant, une expérimentation ; mais ce dispositif n'a plus besoin d'être expérimenté. Il a été testé et mis en place avec succès, depuis de très nombreuses années, dans d'autres villes. Votre collègue socialiste Martine AUBRY l'a instauré pour l'ensemble de la Métropole lilloise depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019 ; c'est également le cas de neuf communes de l'Agglomération de Béziers depuis 2018. Le temps, selon nous, n'est plus à l'expérimentation mais bien à la planification de la généralisation de ce dispositif. Nous comprenons évidemment qu'il est difficile de mettre en place, d'un coup, ce type de dispositif ; il faut d'abord doter les services de moyens de pilotage, de contrôle, pour que cette nouvelle réglementation soit bien phasée.

Oui, nous sommes pour cette mesure. Nous sommes pour la planification des permis de louer sur la durée du mandat. A minima, un deuxième quartier pourrait faire partie de cette première tranche d'expérimentation. Nous pensons, par exemple, au quartier Saint-Martin où des familles entières continuent de vivre dans des conditions qui font honte à notre Ville et à notre territoire. Nous souhaitons aujourd'hui demander que cette expérimentation soit plus claire, évaluée et que nous puissions planifier sur l'ensemble du mandat sa mise en place. Merci pour vos réponses.

#### **Monsieur le Président**

Monsieur ARS.

#### **William ARS**

Monsieur le Président, chers collègues, comme pour la délibération précédente, je voterai sans réserve pour ce dispositif qui me semble aller dans le sens d'offrir ce qui est un droit fondamental des individus de disposer d'un logement décent dans des conditions sanitaires acceptables. Je souhaiterais, en ce qui me concerne, adhérer le plus tôt possible à ce dispositif pour la commune de Cournonterral car, malheureusement, la ville de Montpellier n'a pas le monopole des marchands de sommeil et nous connaissons aussi ce phénomène dans nos villages. Il n'est pas rare qu'un garage soit transformé en logement. Considérant que des populations déjà fragilisées, de jeunes ménages qui n'ont pas beaucoup de moyens, peuvent être tentés d'accepter ce type de logement, j'émets le vœu, que je soumettrai bien évidemment en Conseil municipal, d'adhérer le plus vite possible à ce dispositif. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur ARS. Monsieur DESSEIGNE, Monsieur RICO et Madame OLLIER.

#### **Serge DESSEIGNE**

Monsieur le Président, chers collègues, la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, sous l'ancien mandat, a mené une expérimentation sur le centre-ville. Je reviendrai sur ce qu'a dit Alenka DOULAIN. Sur le fait que nous n'ayons pas mené d'expérimentation, il y a besoin d'avoir les moyens matériels pour le faire. Même si nous délibérons, maintiendrons-nous ensuite ce dispositif dans les collectivités territoriales ? Je pense que notre

nouvelle municipalité, à Villeneuve, travaillera sur l'extension, car cela ne concerne que le centre ancien. Pour rejoindre le débat que nous avons eu sur le premier point, sur Villeneuve, aujourd'hui, des garages de 18 m<sup>2</sup> se louent 400 €. Vous entendez bien : 400 €, c'est-à-dire 22 € le mètre carré. Nous avons de plus en plus d'habitats indignes sur nos villes limitrophes. C'est donc une très bonne nouvelle d'apprendre que cela se fait sur Montpellier. Nous avons tenté – nous étions dans l'opposition à l'époque – de le faire sur Villeneuve. Il faudra que nous continuions à le faire, que cela s'étende partout. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Serge. Jean-Pierre RICO, Maire de Pérols.

**Jean-Pierre RICO**

Monsieur le Président, mes chers collègues, un témoignage : il y a six ans, sur ma commune, il y avait 1,6 % de logements sociaux et un grand nombre d'habitats indignes. Comme d'autres communes de la Métropole, la mienne est très attractive. En six ans, nous sommes passés de 1,6 % à 12,5 % de logements sociaux. Je pensais que ces outils permettraient de lutter contre le logement indigne et aujourd'hui, je fais l'amer constat que ce n'est pas le cas. Les vendeurs de sommeil continuent donc à œuvrer. Le logement indigne n'a pas diminué sur ma commune. Je me suis permis de vous écrire pour vous demander de participer à ce dispositif. Ma commune est candidate pour participer à ce dispositif.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Madame OLLIER.

**Clothilde OLLIER**

Je souhaitais intervenir par rapport à tous ces sujets sur l'encadrement des loyers et aussi sur ce permis de louer. Bien sûr qu'il y a une grosse problématique sur Montpellier, particulièrement d'habitat indigne, mais aussi de non-habitat, soit un problème pour les grandes familles pour se loger. En six ans, il y a eu zéro construction de grands logements sociaux. Les seuls grands logements sociaux existants sont situés dans certains quartiers, et il n'y en a pas de nouveaux qui sont construits. Ce sont vraiment toutes les familles qu'il faut pouvoir loger. Je vous demande donc de prévoir de construire de grands logements sociaux, et non seulement de petits logements. Bien sûr, il s'agit de toutes les familles qui ont un logement indigne, mais aussi de tout un tas qui n'ont pas de logement. Il y a actuellement, sur Montpellier, des squats. Lorsque l'on parle de « squats », on s'imagine, comme dans les années 1980, trois « toxicos », mais ce n'est pas le cas. Nous avons sur Montpellier, notamment au centre-ville, des squats qui abritent des familles. Nous avons des gosses avec des cartables qui traversent la ville et qui rentrent dans ces squats. Je les ai rencontrés, j'ai vu ces familles ; c'est terrible. Nous avons des gosses qui vivent dans les anciennes Archives départementales, avec leurs parents qui font à manger dans des conditions compliquées ; et pourtant, il y a de la vie, et pourtant, ces personnes aimeraient vivre dans des conditions dignes. Il faut bien évidemment soutenir ces squats, pour que ces personnes puissent continuer à y habiter. Cependant, il serait bien de trouver des solutions et des habitats dignes pour toutes ces familles et tous ces enfants. Comment peut-on espérer grandir sereinement dans une ville quand on est logé comme cela, dans des conditions tellement difficiles ? J'appuie le travail qui est fait par toutes les associations et toutes les personnes sur le terrain pour aider ces personnes qui n'ont pas de logement ou qui vivent dans des logements indignes.

En tout cas, nous voterons, bien sûr, pour ces délibérations qui vont dans le bon sens.

**Monsieur le Président**

Merci Madame OLLIER. Votre propos et les interventions sur les deux affaires – et si nous avons eu le débat sur Airbnb, cela aurait continué à rajouter des choses – témoignent de la réalité du logement. Là, nous faisons une expérimentation. Pourquoi avons-nous retenu ce quartier ? Parce qu'il n'y a rien de pire que de délibérer, que d'être dans la déclaration d'intention et de ne pas réussir de manière efficace à mettre en œuvre. Cela fragilise la parole publique et l'action publique. Nous commençons donc sur un petit secteur, dont nous sentons que les services peuvent bien travailler, de manière efficace, pour reprendre la main face à ces phénomènes que vous avez tous les trois décrits, chers collègues, mais dont je pense que nous sommes beaucoup à les observer ; ce sont les marchands de sommeil, qui sont les exploitants de misères humaines, contre qui il faut opposer une fermeté, du contrôle.

Le permis de louer est donc un dispositif qui existe. Il y a la commune de Cazouls-lès-Béziers (5 000 habitants) qui l'a tenté, et il y a fait ses preuves. Le Maire nous a bien indiqué, toutefois, que ce dispositif demande beaucoup de moyens pour pouvoir suivre. Ce qui est en train de se passer, c'est la volonté de la Métropole de se positionner sur ces sujets, de mettre des moyens pour pouvoir mener ces politiques

publiques de lutte contre l'habitat indigne. Nous avons, sur la commune de Montpellier, choisi le quartier de Celleneuve, où il y a eu des travaux de requalification de l'avenue de Lodève ; il y a eu l'engagement public. Les marchands de sommeil sont donc à l'affût de tous biens qu'ils peuvent découper, louer pour instrumentaliser des détresses humaines.

Nous commençons donc sur le permis de louer. Évidemment, notre perspective, dans ce mandat, est de répondre aux collègues maires. Il s'agit évidemment, sur la commune de Montpellier, d'élargir le dispositif. Vous avez pointé Saint-Martin ; nous pourrions évoquer d'autres quartiers. Il ne s'agit pas de stigmatiser. Il faut que nous soyons en situation d'opposer une réponse face à ce type de spéculations sur la misère, qui conduisent ensuite des gens à des formes de détresse, car cela renchérit le prix des loyers. Nous sommes donc sur un modèle d'expérimentation pour pouvoir décliner une politique publique évidemment plus ambitieuse, chers collègues, en réponse à vos demandes, sur le territoire de la Métropole pour ceux qui sont confrontés à ce phénomène. J'entends que des collègues maires l'ont fait à l'échelle de l'ensemble de la ville, etc. Nous aurions pu faire une délibération de principe, mais je crois qu'il faut faire des délibérations efficaces, et qui montrent que cela marche et que, pied à pied, nous maîtrisons. Voilà l'idée.

Le deuxième point sur lequel je souhaite réagir, c'est sur la typologie de l'habitat. Cela fera partie des discussions qui viendront au Conseil de Métropole, à propos de comment produit-on la ville et avec quel type de logements, par rapport aux structures familiales existant sur le territoire de la Métropole et qui doivent aussi constituer les enseignements de la crise Covid. Nous aurons donc l'occasion avec, Coralie MANTION, de nous exprimer sur ce sujet et de proposer des dispositifs.

Enfin, le mal logement a ses conséquences ; il y a des gens qui n'en ont pas. Il a été fait allusion aux squats ; personne ne doit se satisfaire de l'existence de squats. Cela ne peut pas être la norme. La vocation des gens est de vivre dans un logement. Aujourd'hui, des échanges ont lieu avec les acteurs associatifs qui font un travail très sérieux pour essayer d'accompagner les personnes pour retourner dans le droit commun. C'est compliqué. Ce n'est pas simple mais un dialogue a été ouvert ; d'ailleurs, le Directeur de cabinet du Préfet en a rendu compte ce matin dans Midi Libre. C'est aussi le dispositif « Logement d'abord », dont je parlais, qui permet de sortir des personnes de situations d'exclusion, qui étaient à la rue, et sur lequel nous aurons également vocation à délibérer dans le cadre, cette fois, du budget.

L'idée de cette délibération est d'expérimenter, pour pouvoir monter en puissance face aux marchands de sommeil, à ces gens qui abusent de la détresse avec un objectif : préserver des logements, parce que quand les logements sont loués à la découpe, ce sont les familles que l'on sort des quartiers, que l'on rejette. Il y a donc un enjeu : les transformations de l'habitat que tu décris, comme un garage qui est loué 400 €, cela soutient l'habitat indigne. L'idée, dans cette délibération, est de faire une expérimentation ; les services de la Métropole se font la main, s'entraînent, se construisent une expérience, des acquis et, petit à petit, nous aurons vocation à proposer aux communes l'extension de ce dispositif ; ici, Cournonterral, Villeneuve-lès-Maguelone et Pérols. D'autres proposeront. Je vois que René REVOL acquiesce.

Je vous propose de passer aux voix. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette unanimité est un très bon message face aux marchands de sommeil, mes chers collègues.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

### **AFFAIRE N° 3 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – GRATUITE DES TRANSPORTS URBAINS POUR LES HABITANTS DE LA MÉTROPOLE LE WEEK-END – ÉVOLUTION DE LA GRILLE TARIFAIRE DU RÉSEAU TAM**

**Monsieur le Président**

Madame FRECHE pour l'affaire n° 3 sur la gratuité des transports, qui fut un beau succès dont vous allez nous parler.

**Julie FRECHE**

Merci Monsieur le Président. Avec la gratuité des transports, nous faisons un choix de modèle vertueux. Vous le savez, pour nous, la gratuité des transports publics est le fer de lance d'un écosystème sur les mobilités

actives, dont l'objectif est clairement la réduction de la place de la voiture, le partage de la voirie avec le vélo, l'apaisement de la ville avec le développement futur des zones 30, la ville plus respirable avec le futur périmètre de la zone à faible émission sur le territoire de la Métropole, avec des moyens de contrôle efficaces. C'est la future ligne 5 de tramway. Ce sont les quatre lignes à haut niveau de service pour organiser le rabattement des flux des communes de la Métropole vers les zones d'emplois qui sont aujourd'hui très mal desservies.

Nous pouvions pérenniser l'ancien modèle, en prolongeant la gratuité qui avait été décidée par l'ancienne majorité, c'est-à-dire offrir une heure de parking du lundi au samedi dans tous les parkings de la ville. Je crois que c'est un choix important qu'il faut objectiver. Dès qu'il s'agit d'une campagne de revitalisation des commerces du centre-ville, le stationnement fait systématiquement partie des outils qui sont habituellement sollicités par les associations de commerçants, mais les bienfaits d'une baisse du tarif ou de la gratuité des parkings n'ont jamais été démontrés. Aujourd'hui, on pense naturellement de cette gratuité des parkings qu'elle participe à améliorer l'attractivité du centre et des commerces de proximité ; ce n'est pas le cas. Il y a même une étude de l'ADEME, faite, par le Cerema qui tend à démontrer le contraire.

Aujourd'hui, nous avons tendance à sous-estimer l'importance des déplacements à pied. Les rares enquêtes qui existent sur ce sujet, effectuées à l'étranger, sont unanimes : la population, mais aussi les élus, les commerçants et même les professionnels des transports, ont tendance à ne voir que ceux qui sont de loin les plus visibles, c'est-à-dire les automobilistes, et nous avons tendance à négliger les piétons, les cyclistes et les usagers de transports publics. Dans les grandes villes, dans les villes de plus de 100 000 habitants, le constat est clair : la plupart des clients des petits et des moyens commerces vient à pied (64 %) et moins d'un quart vient en voiture. Plus on pénètre dans l'hyper-centre, plus la proportion de clients qui vient à pied ou en transport collectif augmente au détriment de la voiture, dont on estime le poids, qui diminue, aux alentours de 10 %. Un exemple : à Lille, au centre commercial Euralille situé en plein centre-ville, 12 % des clients viennent en voiture et ce, malgré la présence d'un parking quasi gratuit en sous-sol. Il y en a 43 % qui viennent en transport collectif, 41 % qui ont fait le choix de la marche et 4 % le choix du vélo. Donc, nous avons, nous, choisi le 31 juillet de mettre un terme à la gratuité des parkings et de faire le choix de la gratuité des transports publics, dont la première étape est le week-end.

Aujourd'hui, la problématique des commerces et de leurs difficultés est beaucoup plus liée à l'augmentation des zones en périphérie, et nous avons été les premiers, pendant la campagne électorale, à nous engager à mettre un terme au projet de Shopping balade à Ode à la Mer. C'est aussi lié au développement exponentiel du e-commerce, aux manifestations des Gilets jaunes et à la crise sanitaire. Nous sommes donc bien conscients des difficultés des commerçants aujourd'hui. C'est bien pour cette raison que nous faisons le choix de rendre gratuits, dans une première étape, les transports publics les week-ends, donc du samedi 0 h 01 jusqu'au dimanche 23 h 59, d'autant que des expériences passées, sur des réseaux plus modestes que ceux de Montpellier, ont déjà démontré une augmentation de l'attractivité des commerces : c'est le cas à Dunkerque, à Aubagne, à Châteauroux, et il y a encore d'autres exemples.

Combien coûte ce choix ? La gratuité des parkings qui avait été décidée devait entraîner une perte de recettes commerciales de 1,2 million d'euros. La gratuité des transports publics le week-end, c'est 1,3 million d'euros. Que n'avons-nous pas entendu, pendant la campagne électorale, avec toutes les questions des journalistes sur la gratuité : « comment allez-vous financer cette mesure ? ». Je n'ai pas entendu le même débat sur la gratuité des parkings. Cela montre bien que nous sommes à l'heure d'un changement de modèle qui doit nous interroger collectivement. Donc, depuis le 5 septembre, les habitants de la Métropole qui ont fait l'acquisition d'un pass gratuit week-end voyagent librement et gratuitement sur le réseau TaM. Aujourd'hui, ce sont 35 000 demandes de pass week-end gratuits qui ont été faites : 22 000 qui ont été acceptées, 9 500 qui ont été refusées, et plus de 4 000 qui sont encore en traitement.

En accompagnement de cette première étape, nous souhaitons récompenser les usagers réguliers du réseau TaM qui pratiquent depuis longtemps un mode de transport vertueux et respectueux de l'environnement, et nous procédons donc à une baisse tarifaire de 10 % sur tous les abonnements annuels et mensuels. Pourquoi 10 % ? Très simplement, une enquête réalisée en 2018 démontre que sur le nombre total de déplacements d'un abonné, la part des déplacements le week-end est de 10 %, donc mécaniquement, nous appliquons une baisse de 10 % sur le tarif de ces abonnements.

Ces premières mesures qui sont adoptées par la Métropole, Monsieur le Président, permettent d'améliorer le pouvoir d'achat des habitants et, à ces populations qui ne pouvaient pas accéder à la tarification réduite,

d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus important dans leur budget. La hausse de la fréquentation est un signe positif : sur les deux premiers week-ends, la hausse de fréquentation de la gratuité du week-end s'établit à près de 10 %, chiffre qui est à relativiser compte tenu de la baisse de fréquentation due à la crise sanitaire, estimée à 33 %.

Nous avons donc fait un choix de modèle ambitieux pour la transition écologique de notre territoire, pour améliorer la qualité de l'air, pour la santé publique, pour le pouvoir d'achat des ménages et pour améliorer l'attractivité économique du centre-ville et des commerces de proximité avec cette première étape de la gratuité.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame FRECHE. Je propose d'ouvrir le débat sur ce sujet, c'est-à-dire la baisse de 10 % des abonnements. La parole est à Monsieur LEVITA. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur LAFFORGUE. Je clos la liste. Monsieur LEVITA.

### **Max LEVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai bien aimé l'intervention de ma collègue Julie FRECHE. Elle jongle avec les chiffres mais nous n'y comprenons plus rien parce qu'on nous parle de 1,2 million pour les parkings et de 1,3 million pour... Dans les délibérations que vous nous présentez, nous ne savons pas exactement ce que vous nous demandez de voter car les 1,2 et les 1,3 millions ne figurent pas dans la délibération. Je n'y vois qu'un seul chiffre, c'est 5,6 millions. Je vous prie donc de préciser le contenu exact de cette délibération qui me paraît assez vague. De plus, vous nous annoncez un toilettage de la grille tarifaire. Je n'y vois aucun inconvénient, vous avez tous les droits. Simplement, cela veut dire quoi ? C'est dans l'avenir ? C'est dans un mois ? C'est dans un an ? C'est dans 10 ans ?

Nous sommes sortis de la campagne électorale, je n'ai pas du tout l'intention d'y revenir. Je répète mon chiffre à moi : la gratuité totale que vous envisagez, c'est un coût de plus de 70 millions par an. Ce n'est pas une fois sur le mandat mais par an, une fois que vous l'aurez adoptée. Ma demande est d'avoir des précisions. Que nous demandez-vous exactement de voter ?

### **Monsieur le Président**

Madame DOULAIN.

### **Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues, lors du dernier Conseil, j'étais intervenue pour demander des éclaircissements sur le prix des abonnements TaM et les réponses étaient restées relativement évasives. Aujourd'hui, la crainte des abonnés réguliers de la TaM, dont je m'étais fait le porte-voix lors du dernier Conseil, est confirmée : la gratuité des transports le week-end, c'est pour les habitants de la Métropole sauf pour les milliers d'abonnés. La baisse de 10 % des abonnements que vous proposez n'est pas à la hauteur des attentes et apparaît largement insuffisante. La justice sociale pour des usagers qui ont déjà fait le choix de renoncer à la voiture au quotidien, cela aurait été une baisse de 28 % des abonnements. Pour nous, cette histoire des 10 % n'est toujours pas claire. Pourquoi ? Naturellement, nous voyons qu'il y a derrière une question de financement de la mesure.

Je pose aussi cette question. On nous a fait voter une première mesure à 1,3 million. Là, si on fait le ratio, nous sommes plutôt à 1,9 si on y intègre la baisse du prix des abonnements. Nous sentons qu'il y a un sujet sur le coût précis de cette mesure.

Aujourd'hui, si la gratuité est étendue plus largement, au-delà du week-end, nous réitérons notre proposition de la dernière fois, c'est-à-dire d'avoir un véritable dispositif d'évaluation transparent et indépendant. On le fait sur le permis à louer qui est, comme nous l'avons dit, une mesure beaucoup moins innovante en soi puisqu'elle est faite ailleurs. Là, nous sommes sur un dispositif qui est relativement innovant pour une Métropole de notre taille. Nous demandons aujourd'hui un phasage clair des moyens sur l'évaluation, un processus transparent. Sans méthode, nous, élus métropolitains, nous sommes condamnés à délibérer au coup par coup sous une avalanche de communication qui nuit à la compréhension globale du projet.

Ma question est donc la suivante : pourrions-nous avoir une feuille de route claire, chiffrée, et des précisions sur les chiffres par rapport aux 10 % ? Nous avons l'impression que parfois, on nous dit qu'on n'a pas les chiffres quand ils ne vont pas vraiment dans le bon sens et parfois on nous en sort. Nous avons juste besoin

d'éclaircissements. Merci beaucoup.

### **Monsieur le Président**

Monsieur LAFFORGUE. Nous avons clos la liste.

### **Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, chers collègues, je peux témoigner, puisque le 5 septembre vous êtes venu de Castelnau jusqu'à Jacou, de la réussite de cette expérimentation. Je crois que Castelnau est la deuxième ville où nous avons eu le plus de téléchargements de la carte pass. C'est donc un réel succès. Vous l'avez précisé, c'est le moyen de redynamiser nos centres. Bien sûr, les Castelnaudais peuvent venir à Montpellier mais l'échange peut aussi se faire ; les Montpelliérains ou les habitants des autres communes peuvent venir découvrir Castelnau le week-end, flâner au bord du Lez, profiter du marché du samedi matin, découvrir le centre historique pour venir y boire un verre mais aussi se retrouver dans le vieux centre de Castelnau ainsi que profiter des installations sportives et culturelles de la commune.

Je réitère et renouvelle ma demande – mais Julie FRECHE en a fait part – de cette évaluation régulière de la gratuité. Celle-ci a un coût et je pense que vis-à-vis de nos administrés, nous devons être complètement transparents. Je remercie Julie de nous avoir donné ces précisions. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup cher collègue. Effectivement, tout a un coût et tout doit pouvoir être évalué ; je partage complètement ce point de vue. Cela peut être dans mon rapport d'étonnement dans la lecture des budgets tels qu'ils sont exécutés depuis le mois et demi où je suis en fonction. Je l'ai déjà dit, nous avons un peu tous découvert que nous dépensions 10 millions d'euros pour exporter nos déchets en dépenses de fonctionnement sans indicateurs de pilotage ; « et bim » pour la Métropole et pour le contribuable de la Métropole ! Au pied du mur, il faut donc trouver des solutions. Je partage parfaitement ce souci de la rigueur de l'argent public, du bon usage de l'argent public. Tout à l'heure, je parlais de la piscine d'Antigone. Cela fait 10 ans que quelqu'un ne paye pas son loyer. Il faut donc que nous soyons capables de savoir où va l'argent public et comment il est utilisé. Je le dis : cela fait partie des décisions. Une plainte est déposée et nous allons recouvrer nos loyers, mais c'est sidérant.

Concernant la gratuité, il y a un observatoire de la gratuité qui va être partenaire. C'est une équipe de scientifiques qui va suivre cela, que l'on se rassure. D'ailleurs, dans le choix de Monsieur NYS comme Directeur Général des Services, j'aime à citer cette référence – comprenez qui pourra – : il vient du cabinet Klopfer, qui est spécialiste en finances locales. Il a donc été amené, dans le processus d'audition, à travailler sur les modalités de financement de cette mesure, qui seront présentées au budget dans sa mise en perspective car cela relève de choix dont il faut pouvoir discuter. Je partage complètement ce point de vue.

La décision qui est proposée dans cette délibération est très simple. Elle dit deux choses. Elle dit d'abord que l'abonnement TaM va baisser de 10 %. Comme l'a très bien dit Madame FRECHE, ceux qui dans les usages étaient déjà vertueux doivent aussi le sentir dans leur pouvoir d'achat. Nous arrivons à 10 %. Ensuite, il est évoqué un toilettage de la grille tarifaire. Une nouvelle grille sera donc soumise à approbation du Conseil de Métropole parce qu'il ne s'agit pas de délibérer. Il y a un exemple qui est indiqué, celui du « pass 7 jours », qui va être supprimé. Il y a, de plus, la distinction entre un abonné de la Métropole et un abonné hors Métropole. Rien de neuf sous le soleil, mes chers collègues, car au musée Fabre, si vous habitez la Métropole, vous payez moins cher et si vous êtes hors de la Métropole, vous payez un peu plus cher car vous n'avez pas été contribuable du territoire métropolitain. C'est cette méthode qui est retenue. C'est donc une baisse de 10 % de l'abonnement. Cela avait fait l'objet du débat au Conseil de Métropole : quid des abonnés ? Dès que vous aurez voté, le 16, l'abonnement va baisser de 10 %.

Après, mes chers collègues, nous sommes très tranquilles. Monsieur LEVITA, vous avez voté contre. Votre position est connue. Elle est respectable. Elle va participer à la qualité du débat public et nous ne désespérons pas de vous convaincre. Toutefois, le chemin me semble long. Au moins, cela permet de créer du contradictoire et d'éclairer.

Ensuite, j'entends Madame DOULAIN qui dit que cela ne devrait pas être 10 mais 28 %, que ce n'est pas assez. J'entends. Vous étiez contre la gratuité dans la campagne. Dans votre accord du second tour avec Monsieur ALTRAD, lors d'un débat public, il m'a exposé tout son mépris pour cette proposition. Je l'ai défendue avec d'autres convictions. Finalement, si vous demandez plus de gratuité alors que vous y étiez hostile, je ne vous cache pas que c'est un peu facile.



Essayons donc d'être rigoureux sur cette affaire et de nous dire que cette mesure se met en place. D'ailleurs, elle ne se fait pas à grands coups de communication. En matière de communication, cela a été la sobriété absolue. Il y a eu quelques encarts, etc., mais on a parlé de Montpellier dans tous les médias nationaux parce que nous avons essayé d'être innovants sur une politique publique. Nous n'avons pas fait de grands 4 x 3 qui nous ont coûté des fortunes à Paris pour faire parler de Montpellier. Je le dis aussi sur l'usage de l'argent public parce que, par exemple, les dépenses de communication, parfois... Je pourrais parler de celles du MoCo qui ont été extrêmement importantes et qui nous laissent un déficit, chers collègues, de 180 000 €. Je suis pour que nous soyons très transparents sur l'usage de l'argent public et les choix qui sont faits et que, dans ce Conseil, nous puissions les évaluer. Dans la délibération que vous avez sous les yeux, vous avez le coût en exercice annuel de 5,6 millions d'euros de la mesure estimée de la gratuité le week-end. Voilà ce qu'est la délibération. Elle n'est que le prolongement de notre débat du 31 janvier : baisse des abonnements de 10 % et changement de la grille tarifaire. Nous précisons son intention qui sera évidemment délibérée.

Je vous propose de passer au vote.

**Max LEVITA**

Vous allez compenser cette mesure auprès de TaM. Est-ce que c'est 1,3 million qu'a donné Madame FRECHE ? Quel est le chiffre que vous allez inscrire dans le budget ?

**Monsieur le Président**

Madame FRECHE, donnez de manière factuelle les chiffres à Monsieur LEVITA et nous passons au vote.

**Julie FRECHE**

Bien sûr, Monsieur le Président. Dans la délibération, le coût de 5,6 millions est sur l'année. C'est 3,8 millions d'euros sur la gratuité plus 1,8 million sur la baisse de 10 % des abonnements annuels et mensuels, ce qui fait 5,6 millions. Pour le budget 2020, sur les quatre derniers mois de l'année, 1,3 million, c'est l'impact de la gratuité tous les week-ends, plus 600 000 € pour la baisse de 10 % sur les abonnements, ce qui fait 1,9 million. Donc, le coût de cette première étape de la gratuité, c'est 1,9 million pour les quatre derniers mois de l'année 2020 et 5,6 millions sur une année.

Sur le toilettage de la grille tarifaire, ce sera une annexe à la DSP passée avec la TaM en début d'année 2021. Le toilettage de la grille tarifaire, c'est juste que nous avons rajouté une grille pour les non métropolitains et que nous en avons profité pour supprimer le pass 7 jours qui était très peu utilisé et qui ne correspondait pas à l'incitation que nous souhaitons encourager sur les modes actifs et les modes de transport vertueux. Voilà très précisément la réponse budgétaire sur la première étape de la gratuité.

**Monsieur le Président**

Merci Madame FRECHE. Sur la communication, j'ai oublié de dire quelque chose. Nous en avons fait peu et vous observez qu'il n'est plus question qu'il y ait le nom du Président en bas de toutes les affiches. Concernant la très belle exposition sur l'impressionnisme canadien, nous pourrions tous mettre la belle affiche chez nous sans être obligés de nous retrouver sur un sentiment un peu égotique mais davantage esthétique.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

*Abstentions : 9 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.*

## **AFFAIRE N° 4 : LITTORAL, PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS – AMELIORATION DE LA RESILIENCE DU CHU DE MONTPELLIER FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE – SITES DE LAPEYRONIE ET ARNAUD DE VILLENEUVE - MUR DE PROTECTION PHASE 1B ET BASSIN DE LA VALSIERE – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'ÉTAT**

*MM. JF. AUDRIN, A. MOYNIER et J. VERA sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Je donne la parole à notre collègue Véronique NEGRET en tant que Vice-Présidente sur les sujets de lutte contre les risques.

### **Véronique NEGRET**

Merci beaucoup. Bonjour à tous. L'affaire n° 4 concerne, dans le cadre de la compétence Gemapi, le CHU de Montpellier. Des études menées par la Métropole ont montré que ce CHU était très soumis à des risques d'inondation extrêmement importants. Ces risques d'inondation très importants s'expliquent par plusieurs raisons, qui sont évidemment amplifiées et en lien avec le réchauffement climatique, puisque vous le savez, le réchauffement climatique induit de plus fortes pluies, de plus fortes précipitations.

La première raison qui explique ce risque d'inondation au CHU, c'est le fait que le CHU ait été construit sur un site qui était au départ traversé par un cours d'eau, le Font-d'Aurelle. Pour construire le CHU, on a déplacé, en le busant, ce cours d'eau. Aujourd'hui, à cause des plus fortes pluies, il arrive que ce cours d'eau déborde. Ensuite, le CHU possède des ouvrages de gestion des eaux pluviales qui sont aujourd'hui sous-dimensionnés. Il faut donc les redimensionner. Cela, c'est le CHU qui le fera. La Métropole a trouvé comme solutions, pour éviter le débordement du Font-d'Aurelle, de construire un mur qui passera entre le devant de l'hôpital et la route de Ganges, et d'accompagner ce mur d'un relèvement des trois entrées de l'hôpital pour éviter que l'eau n'inonde le site. Parallèlement, le CHU va construire un nouveau collecteur pluvial, mieux dimensionné au risque que le CHU court aujourd'hui.

À côté de cela, ces deux ouvrages impliquent un risque d'inondation plus important pour une zone géographique située en aval de la route de Ganges et qui concerne Grabels. En fait, Grabels contient la source du Font-d'Aurelle, et il va falloir accompagner ces ouvrages du CHU et de la Métropole d'un bassin de rétention pour éviter l'inondation de cette zone. Ça, c'est pour le côté technique.

Il faut que vous sachiez que ces travaux ont démarré depuis le 3 août de cette année, qu'ils seront a priori terminés l'été prochain pour au moins le mur et le nouveau collecteur, ce qui mettra définitivement à l'abri le CHU des inondations. Le bassin de rétention, quant à lui, sera construit courant 2022.

Pourquoi délibérons-nous aujourd'hui ? Les travaux qui restent à réaliser, qui représentent un montant de 4,5 millions d'euros, sont éligibles à une aide de l'État. Tout à l'heure, Michaël DELAFOSSE y a fait référence. L'aide de l'État s'élèverait à 40 %, le financement de la Région à 20 % et il resterait à la Métropole « seulement » 40 % à financer. Ce sont donc des aides très conséquentes. Il s'agit donc pour nous aujourd'hui de délibérer pour faire un appel à l'aide financière de l'État. Je repasse la parole à Michaël.

### **Monsieur le Président**

Merci Véronique. Nous allons donc délibérer et nous avons déjà la bonne nouvelle, c'est-à-dire que nous recevons 1,8 million d'euros ; c'est tout de même très appréciable pour le coup. Ces travaux sont très importants. Qu'il me soit donné l'occasion de préciser un certain nombre de choses sur le CHU de Montpellier ; avec ces travaux, nous allons pouvoir travailler pour que cet établissement puisse engager une nouvelle vague de travaux. Qu'est-ce ? D'abord, c'est la mise en sécurité d'un certain nombre de chambres, de lits qui étaient soumis au risque d'inondation et, dans un deuxième temps, c'est engager des travaux de modernisation pour que les personnels, les patients puissent être accueillis dans de meilleures conditions. Là, il y a besoin de rattrapage. Ensuite, c'est accompagner le CHU dans sa modernisation puisque depuis près d'une décennie, il n'a pas été retenu dans un certain nombre de plans d'investissement. À ce titre, dans les rencontres régulières que nous organisons et que nous allons organiser avec les parlementaires du territoire de la Métropole, nous inscrirons ce dossier pour le faire valoir auprès de Monsieur VERAN et de Monsieur CASTEX, Premier ministre, pour faire en sorte que le CHU puisse bénéficier de ces crédits d'investissement, pour que ce grand navire-amiral de la santé qu'est le service public hospitalier puisse être accompagné du mieux possible. Donc, je ne doute pas que Madame MIRALLES, Monsieur VIGNAL, Madame

RESSIGUIER, Madame DUBOST, bref, que l'ensemble des parlementaires seront aux côtés de la Métropole et de la Région pour pouvoir soutenir le CHU qui a grandement besoin de ces investissements. Toutefois, ceux-ci ne sont possibles que si nous faisons ces travaux de sécurisation.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 5 : LITTORAL, PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS – BASSIN VERSANT DU VERDANSON - PROTECTION DU CHU CONTRE LES INONDATIONS – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CHU RELATIF AUX MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE DE CONCEPTION POUR LA CONSTRUCTION D'UN COLLECTEUR PLUVIAL SUR LE SITE DU CHU – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

De la même manière, l'affaire n° 5 est liée à la protection du bassin-versant.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 6 : LITTORAL, PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS – CONVENTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT AVEC LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES RELATIVE A LA CONTRIBUTION DES EAUX SOUTERRAINES POUR LA FORMATION DES CRUES DE LA MOSSON ET DU COULAZOU – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. JL. MEISSONNIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme S. MONNIN.*

*Mmes C. GIMENEZ, A. RIMBERT et M. F. RIO sortent de séance.*

*MM. A. MOYNIER et J. VERA entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n°6 sur le PAPI 2. Madame NEGRET.

**Véronique NEGRET**

L'affaire 6 porte sur l'étude des systèmes karstiques de la Mosson et du Coulazou. Très brièvement : les karsts sont des formations géologiques composées presque essentiellement de calcaire qui ont la particularité de retenir l'eau, d'être des réserves d'eau. C'est pour cette raison que sur notre territoire, nous pouvons trouver assez fréquemment autour des cours d'eau des résurgences et des sources. Cependant, nous nous apercevons également que depuis quelque temps, ces karsts jouent un rôle d'amplification des crues. Pour mettre en place un réseau de surveillance de ces systèmes karstiques, il faut d'abord mieux connaître leur fonctionnement. Il s'agit là de délibérer pour un projet de convention avec un établissement de recherche, le Bureau de recherches géologiques et minières, qui doit travailler avec la Métropole afin de mieux comprendre comment se comportent ces systèmes karstiques, quelle est leur responsabilité, leur impact, et comment ils amplifient les systèmes de crue concernant la Mosson et le Coulazou. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Madame NEGRET pour ce qui commence à être une introduction à un cours de géomorphologie. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de question.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 87 voix*

## **AFFAIRE N° 7 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – TAXE DE SÉJOUR - BARÈME APPLICABLE POUR 2021 – ADOPTION**

*Mme E. LLORET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 7 sur la taxe de séjour. C'est pour les campings. Pas de question particulière ?

**Renaud CALVAT**

Ce sont les auberges collectives, c'est tout.

**Monsieur le Président**

Pas de question particulière ? Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention concerne le taux de taxation des logements en attente ou sans classement. C'est cette catégorie à laquelle sont souvent attachés les logements Airbnb. Vous avez évoqué le sujet en introduction. Nous savons que cette plate-forme permet à de nombreux Montpelliérains de mettre un peu de beurre dans les épinards, mais nous savons aussi qu'elle est la source de nombreux abus. Chaque année, des logements résidentiels sont retirés du parc locatif pour être mis en location toute l'année. Cela impacte doublement les Montpelliérains : cela augmente la tension sur le logement et cela impacte la filière du tourisme, comme vous l'avez également mentionné, par la concurrence déloyale qu'elle provoque et qui est d'ailleurs dénoncée depuis des années par les professionnels du secteur.

Nous savons aujourd'hui qu'il est possible de fixer ce taux entre 2 et 5 %. Nous avons fait le choix à Montpellier de le fixer à 3 % alors que des villes comme Paris l'ont fixé à 5, des villes comme Lille l'ont fixé à 4,5. Ma question est...

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, je me permets. J'entends votre position. J'en ai parlé en introduction sur les affaires relatives au logement. Nous ne sommes pas sur l'affaire à proprement parler. Nous allons délibérer...

**Alenka DOULAIN**

Potentiellement, ce serait bien de pouvoir le faire plutôt que d'en parler.

**Monsieur le Président**

Nous allons délibérer sur Airbnb. Nous prenons un peu plus de temps parce que nous voulons le faire sérieusement. Nous travaillons d'ailleurs avec Monsieur BROSSAT à Paris. Je propose que les interventions soient liées à l'affaire à l'ordre du jour. Votre position rejoint le débat de tout à l'heure.

**Alenka DOULAIN**

En tout cas, vous cherchez des moyens de régulation au sein des services. Vous allez avoir besoin de recettes. Il va falloir, du coup, augmenter ce taux au plus vite. Merci pour votre écoute.

**Monsieur le Président**

Nous avons bien identifié les recettes potentielles pour tous ceux qui font un certain nombre d'infractions, une fois que nous aurons mis en place la réglementation. Monsieur LEVITA, sur l'affaire, je suppose.

**Max LEVITA**

J'ai juste une question à poser à mon collègue et ami Cyril MEUNIER car je crois qu'il a la charge du tourisme. Pour l'instant, la taxe de séjour s'applique dans toutes les communes de la Métropole sauf à Lattes qui a décidé de ne pas en faire partie, ce qui m'avait plongé dans un très grand chagrin car l'unanimité c'est tout de même sympathique et cela permettait d'avoir une politique un peu plus efficace au niveau de la Métropole. Est-ce que Lattes rejoint le processus de la taxe de séjour métropolitaine ?

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas lié à la délibération. Il appartiendra à la commune, le moment venu, de s'exprimer si elle le souhaite. Tu veux répondre ?

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, je réponds juste parce que cela me peine de savoir que j'ai peiné Max et qu'à ce titre-là, si réellement il me confirme que cela peut soigner sa peine, nous travaillerons à réétudier le dossier. Toutefois, cela concerne la commune de Lattes.

**Monsieur le Président**

Merci de répondre sans polémique.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 8 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES – AUTORISATION ACCORDEE A LA TRESORERIE MUNICIPALE DANS LE CADRE DU RECOUVREMENT DES RECETTES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 9 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES - CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015/2020 - SUBVENTION D'INVESTISSEMENT POUR LE PATRIMOINE INTERCOMMUNAL – CHATEAU DE CASTRIES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Politiques contractuelles. Il s'agit du CPR, subvention d'investissement pour le château de Castries.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Eric PENSO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 10 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – AMENAGEMENT DU QUARTIER CAMBACERES A MONTPELLIER – CESSION FONCIER DE DIVERSES PARCELLES A L'AMENAGEUR**

*M. RY. CHARTIER sort de séance, le pouvoir de Mme H. EMAD accordé à M. RY. CHARTIER est temporairement annulé.*

*Mmes C. GIMENEZ, E. LLORET, A. RIMBERT, et MM. JF. AUDRIN et F. RIO entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Vous avez la délibération sur table puisqu'il y a eu un amendement. Cette délibération porte sur un engagement qui avait été passé et que nous allons honorer, l'implantation de l'école Montpellier Business School sur une partie de ce qui fut la ZAC Cambacérès. En effet, une partie de la zone a été viabilisée. D'ailleurs, en ce moment même, il y a le chantier – et il n'est pas question de l'arrêter, contrairement à ce que j'ai pu entendre ici et là – pour la réalisation de la Halle French Tech. L'espace qui va être autorisé à l'urbanisation est l'espace pour lequel la collectivité a investi en termes de viabilisation le long de cette route. En revanche, une partie importante, près de 100 ha, ne sera plus ouverte à l'urbanisation conformément aux engagements qui ont été pris, et a vocation à devenir un parc urbain, une forêt urbaine, un agriparc. Il y aura d'ailleurs un appel à projets pour voir l'évolution de ce secteur.

Donc, à cet endroit, à côté de la Halle French Tech, nous proposons conformément à ce qui avait été acté précédemment – il y avait eu un compromis – d’attribuer le lot pour le projet de Montpellier Business School, qui a besoin d’être reconfiguré et pour lequel la Région a donné un engagement financier. Il permettra de travailler sur une opération de rééquilibrage sur l’Ouest de la ville, sur le site ancien à proximité de Sanofi qui est très bien desservi par les transports collectifs. Voilà donc la délibération.

Vous comprenez donc bien, avec ce que j’ai dit, que le choix d’une localisation du stade sur Cambacérès n’est plus non plus d’actualité. Nous sommes donc sur ce qui a été viabilisé. Est-ce qu’il y a des demandes de parole ? Madame JANNIN, Madame OLLIER, Madame DOULAIN, Monsieur FOURCADE et Madame MANTION.

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour. Cette affaire propose de poursuivre à son profit, donc au profit de la SA3M, les cessions foncières nécessaires aux travaux d’aménagement de la ZAC Cambacérès. Madame la Vice-Présidente Coralie MANTION, représentant Europe Écologie les Verts, votre positionnement quant au quartier Cambacérès était assez clair. Par exemple, le 10 mars de cette année, vous étiez à la tête d’un happening sur le thème « le premier arbre, plutôt que la première pierre ». Aujourd’hui, vous avez changé de position : ce sera donc plutôt la première pierre.

Je ne vais pas vous demander de clarifier votre position car elle est assez clairement expliquée dans la délibération, y compris dans l’amendement qui est proposé sur table. Cependant, je vais simplement vous implorer, s’il vous plaît, dans l’exercice de la tâche extrêmement sérieuse qui vous incombe, de faire ce que vous dites et de dire ce que vous faites car l’urgence de la transition écologique ne peut réellement souffrir d’aucune démagogie. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Monsieur FOURCADE.

**Jean-Noël FOURCADE**

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, je ne sais pas si c’est l’objet de la délibération, mais le fait de modifier le projet de Cambacérès nécessite le déplacement du stade de foot. Cela viendra peut-être après quand vous parlez de La Paillade ? C’est cela ? Merci.

**Monsieur le Président**

Madame OLLIER puis Madame DOULAIN.

**Clothilde OLLIER**

Je suis, moi aussi, plus que surprise par cette délibération ; non pas par Monsieur DELAFOSSE, puisque vous avez toujours dit pendant la campagne que vous souhaitiez urbaniser cette zone. Je suis surprise parce que cette zone, comme vous le dites, comme je l’ai dit largement, comme Coralie MANTION l’a dit largement aussi, est une zone située entre 2 × 6 voies d’autoroute, donc c’est une des zones les plus polluées de Montpellier. C’est une des zones où nous nous sommes retrouvés avec le cône de l’aéroport qui passe au-dessus. C’est une zone bruyante. Allez y faire un tour, vous comprendrez tout de suite ; on a l’impression de boire un café sur une aire d’autoroute plutôt que d’être sur une zone où on va implanter une école avec des jeunes à l’intérieur. C’est juste complètement fou de penser construire des bâtiments à cet endroit-là. Je vous invite à aller sur cette zone pour voir ce qu’elle est, pour vous rendre compte de ce que nous sommes en train de voter aujourd’hui.

Je ne peux pas imaginer une seconde que Madame MANTION vote pour l’implantation de bâtiments sur cette zone puisqu’elle s’est largement battue pendant la campagne, en tant qu’écologiste, pour que cette zone ne soit pas construite et je l’en remercie d’avoir été tellement convaincante pendant cette campagne contre les constructions sur cette zone de Cambacérès et j’imagine qu’elle va voter contre cette délibération.

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues, Madame la Vice-Présidente en charge de l’aménagement durable du territoire, de l’urbanisme et de la maîtrise foncière, cela a déjà été dit mais le 9 mars – il est important de le



rappeler, les mots ont leur importance – après avoir planté un joli petit arbre devant la presse en présence du Secrétaire national d'Europe Écologie les Verts, vous avez annoncé solennellement sur le projet d'urbanisation Cambacérès : « *dès que nous serons élus, nous sanctuariserons cette zone* ». Ce sont vos mots. Vous rajoutez après avec panache et détermination : « *pour les écologistes, il est temps de dire stop à l'étalement urbain, il est temps de changer ce modèle* ». Six mois plus tard, vous êtes élue et vous êtes même en charge d'une belle et grande délégation qui vous donne de puissants leviers pour engager ce changement de modèle que nous appelons de nos vœux. Et pourtant aujourd'hui, avec cette affaire, vous actez le renoncement des élus d'Europe Écologie les Verts à Montpellier à se battre face à vos camarades bétonneurs du Parti socialiste, face à ceux qui nous ont déjà imposé une gare fantôme à la Mogère, des arbres en béton et un pharaonique et scandaleux doublement autoroutier. Six mois après avoir planté ce petit arbuste, vous posez, vous la militante écologiste, la première pierre de ce projet d'un autre temps ; ce projet symbole de la bétonisation à outrance qui menace la ceinture verte de Montpellier.

Fin juillet, devant cette Assemblée, vous défendiez l'extension du Domaine de Verchant car, disiez-vous, 0,5 ha d'artificialisation, ce n'est tout de même pas grand-chose. Aujourd'hui, ce sont plus de 3 ha de terres agricoles que vous cédez au lobby du béton et du bitume. Et demain ? Comment peut-on croire que vous allez vous opposer, vous battre, contre l'autoroute urbaine du COM ou contre le nouveau stade pour ne citer que ces deux exemples ? Madame la Vice-Présidente, ne nous dites pas comme vous le faites toujours que c'est trop tard, que c'est déjà engagé.

**Monsieur le Président**

Merci chère collègue.

**Alenka DOULAIN**

Prenez votre courage à deux mains. Vous avez le pouvoir, utilisez-le.

**Monsieur le Président**

Merci chère collègue. Sur l'affaire, Mme MANTION, puis je conclurai ce débat.

**Coralie MANTION**

Les Écologistes s'abstiendront sur cette affaire pour plusieurs raisons. La première, c'est qu'il est important de rééquilibrer le territoire. Depuis plusieurs décennies, Montpellier n'a eu de cesse de favoriser et de s'étendre vers l'Est : installation d'Odysseum, création de nouveaux quartiers. Toutes les nouvelles attractivités ont été implantées dans cette zone au détriment du Nord-Ouest. Le quartier de La Paillade a complètement été délaissé et ce type de structure aurait été la bienvenue dans ce quartier pour y lancer une dynamique, provoquer un nouvel élan.

Deuxièmement, le site de Cambacérès, en effet, aurait mérité de conserver son caractère naturel et agricole. Nous savons l'importance de conserver la ceinture verte de Montpellier pour limiter la pollution de l'air, avoir la nature à portée de main.

Malheureusement, le projet est trop avancé pour être stoppé. Les parcelles entre Odysseum et la nouvelle gare sont déjà viabilisées, les travaux de voirie et de réseaux sont effectués. L'implantation de l'école dans la ZAC Cambacérès I appartient aux coûts déjà partis sur lesquels nous ne pouvons plus revenir en arrière.

La planification territoriale, c'est le temps long. L'urbanisme est un paquebot dont on ne peut pas changer le cap, la direction, en un claquement de doigts, en un seul coup de barre. Nous avons changé de modèle. L'équipe en place a changé de modèle. Notre projet de ville résiliente est lancé. L'impact sera progressif et non immédiat, mais notre objectif de zéro artificialisation net des sols pour 2030 sera atteint. Une nouvelle équipe a donc prévu de faire des modifications sur le projet initial de Cambacérès : premièrement, sur le programme, aucun logement ne sera construit dans cette zone ; deuxièmement, la zone non viabilisée qui s'étend de l'avenue de la Mer jusqu'au lycée Mendès-France – là où j'ai planté un arbre – soit environ 100 ha, sera sanctuarisée. Nous projetons sur cette zone un agriparc qui mêlera agriculture et forêt urbaine car face à l'urgence climatique, il est primordial de lutter contre l'artificialisation des sols, de favoriser une agriculture de proximité, de créer des havres de fraîcheur et des réservoirs de biodiversité. C'est ce type de projet qui mènera Montpellier vers son indispensable transition : une Métropole verte, une Métropole résiliente.

*Intervention hors micro de Madame DOULAIN.*

## Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Non, Madame DOULAIN, s'il vous plaît, vous avez eu la parole. Nous ne sommes pas dans une Assemblée Générale d'étudiants. Chacun s'inscrit, il y a un ordre du jour et vous avez exprimé, Madame, votre position. D'ailleurs, vous pointez les historiques des uns et des autres. C'est votre droit. Votre candidat du second tour était très favorable à ce projet. Dont acte.

Aujourd'hui, comme Madame MANTION l'a bien signalé : c'était engagé, c'était viabilisé. Nous proposons d'y mettre l'école Montpellier Business School. Il y a un choix autour de l'artificialisation des sols qui est notre défi collectif. Sur deux secteurs extrêmement importants, nous inversons ce qui avait été initié : les Bouisses et la partie de Cambacérès. C'est un gros travail prospectif, qui ne se fait pas en un claquement de doigts. L'effet de manche est toujours plus simple que le magistère du temps moyen et du temps long, qui est le temps de l'aménagement pour donner, à l'horizon de la décennie, un objectif de zéro artificialisation des sols. Collectivement, cela va nous animer car on ne peut pas évoquer les problématiques du logement en début de séance et ne pas les traiter à cet instant. Donc, de manière très cohérente, parce que de l'argent public a été engagé sur la zone viabilisée, ces parcelles ont vocation à vivre. Il ne s'agit pas de risque pour des enfants en bas âge, qui ne doivent pas être exposés à la pollution. D'ailleurs, dans la ville de Montpellier, il y a beaucoup de travail à faire là-dessus. Toutefois, nous ne sommes pas là pour parler de la seule commune de Montpellier. Là, il s'agit de Sup de Co. À la Ville de Montpellier, nous allons ajourner les programmes qui avaient été prévus pour construire des groupes scolaires pour accueillir des maternelles parce que nous allons nous occuper de la ville existante et que l'un des enjeux qui est le nôtre est de rééquilibrer la ville de Montpellier. Il y a eu effectivement un grand projet urbain vers la mer, le Lez, qui a donné des réalisations remarquables. Toutefois, aujourd'hui, nous avons des enjeux sur d'autres secteurs de la ville, d'autres secteurs du territoire. C'est aussi le lien avec les communes de Grabels, de Juvignac. C'est donc un aménagement plus équilibré. Cela va nous accompagner pour recycler la friche du site de Sup de Co actuellement pour pouvoir rééquilibrer la ville.

Ce qu'il faut donc voir au travers de cette décision c'est qu'il y a une cession de parcelles pour Sup de Co et, comme vous l'avez dans la délibération qui a été jointe en début de séance, il y a le choix de sanctuariser 100 ha qui étaient dévolus à l'urbanisation. Là, nous sommes face à un choix qui fait entrer en transition, du point de vue de l'urbanisme, notre territoire avec cet objectif à l'horizon d'une décennie de zéro artificialisation des sols.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 64 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

*Abstentions : 9 voix*

*Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.*

## **AFFAIRE N° 11 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM) – APPROBATION**

### Monsieur le Président

Il s'agit d'une subvention de 10 000 € à l'ENSAM, qui va changer de directeur.



*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 12 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – DEFINITION DES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°7 DU PLU DE PEROLS**

*M. RY. CHARTIER avec le pouvoir de Mme H. EMAD entre en séance.*

**Monsieur le Président**  
Coralie MANTION.

**Coralie MANTION**

L'affaire n° 12, c'est juste une modification d'une erreur matérielle dans le PLU. Il s'agit uniquement d'un rectificatif dans le PLU de Pérols.

**Monsieur le Président**  
Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

**AFFAIRE N° 13 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE MONTPELLIER - DELIMITATION DU PERIMETRE DE PUP PUECH VILLA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**  
Mise en place d'un PUP sur le secteur de Puech Villa.

**Coralie MANTION**

C'est cela, dans le secteur Ouest de Montpellier. Il s'agit d'un partenariat avec le promoteur afin qu'il prenne en charge une partie de l'aménagement de la voirie et d'une venelle.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

**AFFAIRE N° 14 : AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE - CREATION D'UNE ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD) SUR LE SITE DES MOULIERES-EST AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE CLAPIERS - AVIS SUR LA CREATION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE**

*M. JP. RICO sort de séance.*

**Coralie MANTION**

C'est la création d'une zone d'aménagement différé à Clapiers. Dans le cadre d'une planification territoriale durable et dans le contexte d'une forte pression foncière, nous vous proposons la création de cette zone d'aménagement différé dans le secteur de Castelet. Cette zone se situe entre Clapiers et Jacou. Il s'agit d'un des derniers territoires non urbanisés entre ces deux communes, d'une surface d'environ six hectares. Il est donc primordial pour la commune de se doter de cet outil, la ZAD, pour éviter la spéculation foncière dans ce secteur. Cet outil va permettre à la commune de maîtriser le foncier et de créer un vrai corridor écologique, plus ambitieux que celui qui est indiqué dans le SCoT ; une réelle continuité d'espaces naturels entre les communes.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame MANTION, avec l'accord du Maire de Clapiers qui acquiesce en vous écoutant. Qui a des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée. Pardon, excusez-moi, Madame DOULAIN, une abstention.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN*

**AFFAIRE N° 15 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – INFRASTRUCTURE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES – APPROBATION DE LA TARIFICATION ET DE LA CONVENTION DE MANDAT AVEC BOUYGUES ÉNERGIE & SERVICES, TITULAIRE DU MARCHE PASSE AVEC LE GROUPEMENT RÉVÉO**

*Mme V. BRUNET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

C'est une convention pour véhicules électriques. Est-ce qu'il y a des questions ? Des refus de prendre part au vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Monsieur MIRO, Madame FRECHE se tient prête à vous répondre.

**Julien MIRO**

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, Mesdames et Messieurs les élus, si vous me le permettez, je voudrais dire quelques mots sur cette délibération concernant les infrastructures de recharge pour les véhicules électriques. Nous avons un objectif commun, tous ensemble, de décarbonation à la fois de notre économie et de nos usages, de nos territoires. Nous sommes chacun ici dans cette assemblée, dans une démarche qui consiste finalement à réinventer nos villes et à réinventer nos territoires. Les outils de mobilité peuvent servir et servent d'ailleurs d'axe principal à cette volonté commune mais nous avons aussi une responsabilité, non pas de rendre coupables les automobilistes mais plutôt de les aider à participer à ce combat pour le climat. Ainsi, après que la Métropole ait déjà déployé 66 bornes de recharge électrique, cette seconde phase que vous appelez de vos vœux est une avancée significative, et je voulais vous en remercier.

Si vous me le permettez – et c'est un peu l'objet de mon intervention –, je voudrais appeler votre vigilance sur cette seconde phase de déploiement. À Castelnau, sous l'impulsion de Frédéric LAFFORGUE, la ville a développé plusieurs bornes de recharge électrique que ce soit à Sablassou, à Mermoz, avenue Georges-FRECHE ; des bornes qui sont aujourd'hui, de l'avis des utilisateurs, un succès. Nous constatons des modifications dans les comportements et nous voyons apparaître des voitures électriques. Cela témoigne donc du succès de ces installations. Je ne doute pas que l'écoquartier de Caylus, le quatrième groupe scolaire Jacques CHIRAC mais aussi le Vicarello feront partie de cette seconde phase de déploiement. Ce sera d'ailleurs la conclusion de mon intervention.

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, cette seconde phase de déploiement des bornes ne peut être un succès que si elle est pensée pour l'ensemble des 31 communes de la Métropole : Montpellier, la ville-centre évidemment, mais aussi l'ensemble des 30 autres communes. Je suis sûr et je sais que vous y veillerez. Je vous remercie. Merci beaucoup.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup de votre intervention très constructive. La voiture électrique répond à des enjeux de qualité de l'air. Nous allons avoir la ZFE à l'échelle de la Métropole. Nous travaillons dessus. Votre propos est très utile. Madame FRECHE, peut-être, sur la notion d'équilibre à l'échelle de l'intercommunalité pour faire en sorte que ce type de recharges ne soit pas que dans l'hyper-centre, évidemment.

**Julie FRECHE**

Chers collègues, c'est effectivement le sens de l'accompagnement de la Métropole, parce que le déploiement et le maillage du territoire de bornes électriques doivent être un levier d'accompagnement de la transition écologique que nous mettons en place. Le développement de cette flotte électrique est essentiel pour répondre à l'amélioration de la qualité de l'air. Nous allons donc accompagner ce développement mais il n'en reste pas

moins que la question de la place de la voiture est aussi une problématique dont nous devons tenir compte, car sur l'augmentation des modes et des déplacements actifs, il y a deux problématiques : il y a d'abord la question de la qualité de l'air et il y a aussi celle des déplacements. C'est vrai qu'il faudra juguler et conjuguer l'ensemble de ce dispositif pour, d'une part, améliorer la qualité de l'air et d'autre part, simplifier les déplacements pour chaque habitant des 31 communes de la Métropole.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 16 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – AFFECTATION DU PRODUIT DES FORAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) SUR L'EXERCICE 2020**

*Mme V. BRUNET entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affectation du produit des FPS de la Ville de Montpellier au budget de la Métropole.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 17 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) – CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DEPLACEMENTS URBAINS SUR LE RESEAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE REALISES PAR LES ABONNES « LIBRE CIRCULATION » (EX ZAZIMUT) EN JUILLET ET AOUT 2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Convention de compensation tarifaire entre la Métropole et le Syndicat Hérault transport et le réseau TaM pendant les vacances d'été. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Il y a une longue liste ; il va tout de même rester assez de gens pour voter la délibération.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 18 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est le même esprit. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FRECHE ? Pas de question. Ce sont les mêmes personnes qui ne prennent pas part au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 19 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – CONVENTION ENTRE LA DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L'ORGANISATION D'UNE ANIMATION DANS LE CADRE DE LA JOURNEE NATIONALE QUALITE DE L'AIR 2020**

**Monsieur le Président**

Madame TOUZARD étant excusée, je vais rapporter l'affaire. Il s'agit d'une participation à la Journée nationale de la qualité de l'air qui se tient pendant la Semaine de la mobilité et donc d'un soutien auprès du centre permanent d'initiatives à l'environnement APIEU Territoires de Montpellier.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 20 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) AU TITRE DU PROJET RENOV'ENERGIE POUR L'ANNEE 2020 - APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. RY. CHARTIER sort de séance, le pouvoir de Mme H. EMAD accordé à M. RY. CHARTIER est temporairement annulé.*

*Mme C. HART et M. M. SEBLIN sortent de séance*

**Monsieur le Président**

Renaud, tu la ramènes... Tu la rapportes, pardon. Excusez-moi du lapsus.

**Renaud CALVAT**

Je vais la ramener avec discrétion. Je vous rassure.

**Monsieur le Président**

Non, il doit ramener des sous.

**Renaud CALVAT**

Vous ne pouvez pas rapporter cette délibération. Il s'agit d'une subvention à l'Agence locale de l'énergie dans le cadre du projet Rénov'énergie. Vous savez que plus de 600 logements peuvent bénéficier d'un accompagnement de travaux énergétiques. La Métropole avait voté une subvention de 120 000 € l'année dernière. Il s'agit d'un complément de 50 000 €, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur CALVAT. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Vous le savez, la rénovation énergétique devrait être une priorité de la politique métropolitaine. Le logement est le premier poste de consommation énergétique et le deuxième poste d'émissions de gaz à effet de serre. Nous serons tous d'accord là-dessus. Vous nous demandez ici de voter une subvention à l'ALEC pour respecter les montants fixés par une délibération prise par notre assemblée en 2017. Nous sommes en 2020. Il y a eu les Gilets jaunes, le mouvement climat, notre pays est frappé par une grave crise économique. Il me semble qu'il s'agit ici d'une politique de petits bras. Pourquoi ne pas chercher à allouer plus de moyens à l'ALEC qui effectue un formidable travail pour appuyer les ménages montpelliérains dans leurs travaux de rénovation ? À quel moment allons-nous traduire en moyens votre volonté affichée d'enclencher la transition énergétique ? Merci.

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, rassurez-vous, sur ce sujet, nous serons au diapason de l'ensemble des acteurs ; je pense là à la Région, mais aussi à l'État qui dans le plan de relance positionne cela. Beaucoup de chantiers ont déjà été engagés. Nous allons aussi travailler avec l'aménageur (la SERM), qui a une très forte expertise sur la filière énergie avec Énergie du Sud, pour pouvoir se doter des outils qui permettent de lutter contre la précarité énergétique d'une part, et pour le pouvoir d'achat et la sobriété énergétique, qui est indispensable. Laissez

donc un peu à la fois les collègues s'installer, les administrations se repositionner pour mettre en œuvre le projet qui devra être source de progrès pour les utilisateurs. Toutefois, je loue votre impatience à notre égard. C'est plutôt bon signe. Cela veut dire que nous avons fait quelques bons diagnostics. Je vous remercie.

#### **Renaud CALVAT**

Je voudrais juste vous dire, Madame, que cette subvention est une subvention de fonctionnement à l'ALEC pour financer les permanents de l'Agence locale de l'énergie. Il y a trois équivalents temps pleins qui sont financés. Ce ne sont donc pas les travaux qui sont financés via cette subvention, mais simplement l'Agence locale elle-même qui nous informe avoir besoin d'un certain nombre d'équivalents temps pleins pour travailler. 120 000 euros avaient été votés l'année dernière. Ils en ont besoin d'un peu plus. La Métropole répond et ce sont 55 000 € de plus cette année.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

#### **AFFAIRE N° 21 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – FILIERES A BAS NIVEAUX D'IMPACTS (FIBANI) - DEPOT DE CANDIDATURE A UN APPEL A PROJETS EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE SUBVENTION - APPROBATION**

##### **Monsieur le Président**

Il s'agit là de travailler sur le projet sur les matériaux biosourcés qui s'appelle le projet FIBANI.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

#### **AFFAIRE N° 22 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – PARTENARIATS 2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

*Mme B. CONTE-ARRANZ sort de séance.*

##### **Monsieur le Président**

Il s'agit de subventions à différents organismes : Agropolis international pour 75 000 €, Réseau des Semeurs de jardins pour 2 500 € et l'association Oasis citadine pour 3 000 €.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

#### **AFFAIRE N° 23 : COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS – CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS » POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AFIN DE FACILITER LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE DES JARDINS – EXERCICE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. G. BALAZUN sort de séance.*

##### **Monsieur le Président**

Monsieur VASQUEZ, pour présenter cette affaire. Il y a la responsabilité de la stratégie zéro déchet, sur notre territoire, pour sortir de la facture très douloureuse des 10 millions d'euros de dépenses de fonctionnement et

des émissions de CO2 parce que nous exportons nos déchets. J'anticipe peut-être une intervention mais, à un moment, il faudra faire une présentation globale de la stratégie de la Métropole. Vous avez la parole, cher collègue.

**François VASQUEZ**

Président, chers collègues. Une présentation dès maintenant, Président ?

**Monsieur le Président**

Non.

**François VASQUEZ**

Tout le monde est déjà fatigué.

**Monsieur le Président**

Nous ferons un Conseil qui présentera la stratégie zéro déchet avec un calendrier pour bien donner la lisibilité le temps que vous puissiez continuer à préparer, à dialoguer avec les maires. D'ores et déjà, vous commencez à montrer des orientations et je vous en remercie.

**François VASQUEZ**

Tout à fait. Dans ces trois délibérations, nous commençons à poser les premières pierres de l'édifice que nous allons construire pour engager la transition écologique, mais il faut bien que tout le monde soit convaincu d'une chose : si tout le monde est convaincu de l'urgence et de la nécessité de cette transition écologique, peut-être que tout le monde n'a pas en tête que cette transition écologique ne se fera pas sans la politique zéro déchet. La politique de traitement des déchets est le socle de toute transition écologique. Si par ailleurs, on s'aperçoit que dans les autres Communautés de communes, elle a beaucoup de mal à s'exprimer c'est parce que l'on ne commence pas par le commencement.

Là, les premières pierres que nous allons poser pour cet édifice, que vous retrouverez dans ces trois délibérations, sont l'ouverture d'un cadre sur le programme de prévention, un soutien à des acteurs locaux du compostage et un partenariat avec l'ADEME et la Région qui seront, pour nous, une aide précieuse dans ces projets. Il est évident que la politique extrêmement volontariste que nous allons mettre en place nécessite des moyens importants et nécessite de l'envisager comme une politique transversale, une politique rhizomique. Ce sera une politique en rupture avec ce qui a été fait auparavant. À ce sujet, Monsieur le Président, j'ai une petite note à faire sur les organismes qui vont être présentés après, je crois, et sur l'association METHEOR notamment, dans laquelle je vois que je suis proposé pour siéger. Il s'agit d'une association qui représentait plutôt l'ancien système de conduite des déchets, c'est-à-dire la conduite par le tri mécano-biologique et la méthanisation. Je n'aurais pas tellement vocation à m'exprimer dans un cadre industriel convaincu d'une politique contraire.

Pour en revenir à nos délibérations, voilà les premières pierres : la politique de compostage. Vous savez que j'avais tracé les deux rails de notre politique qui seront le tri à la source des biodéchets et la mise en place de la redevance incitative. Cette dernière prendra un peu de temps à être mise en place car il y a tout un processus à adopter, mais sachez que nous y travaillons déjà. J'ai déjà discuté avec l'ADEME pour que toutes les études soient commencées au plus tôt. Pour ce qui est du tri à la source des biodéchets, il y a urgence à agir. Nous allons donc mettre au plus vite en place tous les moyens de tri de ces biodéchets afin d'engager et d'enclencher notre politique.

Voilà le but et la destination de ces délibérations. Je dois dire que j'ai œuvré activement pour que l'appel à projets soit bien passé le 16 octobre avec l'ADEME et la Région, parce que je pense que nous n'avons pas de temps à perdre pour enclencher tous ces projets. Je reçois d'ailleurs cet après-midi la Vice-Présidente à la transition écologique de la Région pour en parler. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. L'affaire 23 porte sur le soutien au réseau Semeurs de jardins, donc la mobilisation associative citoyenne dans ces démarches.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*



**AFFAIRE N° 24 : COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS – APPEL A PROJETS ADEME – REGION OCCITANIE/PYRENEES-MEDITERRANEE – GENERALISER LE TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS EN OCCITANIE - DOSSIER DE CANDIDATURE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. M. SEBLIN entre en séance.*

*Mme M. BORNE et M. F. RIO sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

C'est l'appel à projets que vient de présenter Monsieur VASQUEZ.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 25 : COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS - LANCEMENT DU 2EME PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PLPDMA) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 25 : deuxième programme local de prévention des déchets ménagers. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Juste une petite remarque. Nous souhaitons souligner la qualité de l'affaire qui est présentée à notre délibération. La mise en place d'une commission consultative d'élaboration et de suivi nous semble être un outil vraiment approprié pour ce sujet. D'ailleurs, cet outil pourrait aussi être mobilisé sur d'autres thématiques comme la mobilité. Cette commission permettra de travailler avec les premiers concernés sur la faisabilité des politiques publiques et cela sera très important concernant le sujet de la tarification de la redevance incitative. Nous soulignons juste la qualité de la délibération proposée. Merci pour votre écoute.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup de votre propos.

*Mme P. WEBER et M. C. MEUNIER sortent de séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 26 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT RELATIVE A L'ACCES RECIPROQUE AUX APPLICATIONS METIER FSL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. BORNE et M. G. BALAZUN entrent en séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 27 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION VOLONTAIRE D'ENGIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme C. HART entre en séance.*

*M. Y. PELLET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaires n° 26 et 27: Madame GIMENEZ, Vice-Présidente en charge de la cohésion sociale.

**Clara GIMENEZ**

Oui, nous allons faire un tir groupé. Merci Monsieur le Président. L'affaire 26 : il s'agit d'une convention entre la Métropole et le Département dans le cadre d'un changement de logiciel pour la gestion du Fonds de solidarité pour le logement (FSL). Il s'agit simplement d'une convention de fonctionnement.

L'affaire 27 est une convention avec Engie, fournisseur d'énergie qui participe au Fonds de solidarité pour le logement.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Sur la 26, ce sont des relations avec le Conseil départemental. Avec cette convention, ceux qui ont besoin, dans la problématique du logement, du FSL ne seront pas pénalisés par quelque rivalité que ce soit. Ce sont donc de bons tuyaux informatiques qui fonctionnent.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Julien MIRO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 28 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE – LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION D'OBJECTIF BIENNALE ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AVENANT FINANCIER 2020 - AUTORISATION**

*M. RY. CHARTIER avec le pouvoir de Mme H. EMAD entre en séance.*

*Mmes B. CONTE-ARRANZ, P. WEBER et MM. C. MEUNIER et JP. RICO entrent en séance.*

*Mme M. MASSART sort de séance.*

**Monsieur le Président**

C'est l'affaire « Logement d'abord ».

**Clara GIMENEZ**

Merci Monsieur le Président. L'affaire suivante, c'est le « Logement d'abord » dont le Président a déjà longuement parlé. Je n'y reviendrai pas. Ce dispositif a vraiment vocation à trouver des solutions durables pour les personnes sans-abri avec un objectif, qu'avait annoncé le Président de la République, de ne plus avoir un seul sans-abri à la fin du quinquennat. Cette délibération a simplement pour vocation de répartir l'argent obtenu de l'État sur ce plan.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Pardon, Madame ROS-ROUART. Allez-y.

**Sylvie ROS-ROUART**

Monsieur le Président, je souhaitais revenir sur le plan « Logement d'abord » tout d'abord parce que ce dispositif a bénéficié à 150 000 personnes sans-abri comme l'a rappelé Madame la Ministre – comme vous l'avez signalé, elle était en visite à Montpellier il y a 15 jours – mais aussi parce que notre territoire y a eu un rôle important. Ce plan a été lancé en septembre 2017 en Occitanie, à Toulouse, par le Président de la République, avec un objectif simple : celui de prioriser le logement de sans-abri plutôt que les hébergements de court terme. Le député de l'Hérault, Nicolas DEMOULIN – notre département est encore à l'honneur –, en a été le rapporteur. Dans les conclusions de son groupe de travail sur l'hébergement d'urgence, il était préconisé de professionnaliser la recherche de locaux et de fonciers disponibles et de multiplier les pensions de famille. La délibération sur laquelle nous allons voter va dans le bon sens pour accélérer la production de logements adaptés.

Par ailleurs, l'autre levier de la réussite est la domiciliation. Souvent les SDF sont victimes de non-recours. Ils n'accèdent pas à leurs droits sociaux à défaut de recevoir leur courrier. Ce sont les CCAS, en première ligne de la prise en charge, qui portent les domiciliations. Ils sont souvent saturés partout selon les évaluations ; nous n'avons pas les chiffres de Montpellier Métropole mais je ne doute pas qu'à un moment



donné nous les aurons. L'évaluation des logements, des domiciliations mais aussi des SDF par des Nuits de la solidarité afin de recenser les besoins devait être généralisée à toutes les Métropoles pour être plus efficace. Je sais, Monsieur DELAFOSSE, que vous êtes très sensible à ce sujet. Vous avez signé la charte de l'Abbé Pierre pendant votre campagne. Le plan de Montpellier Méditerranée Métropole est la vivante démonstration que quand une loi est juste et portée par tous, les énergies s'additionnent. C'est la société tout entière qui avance.

### **Monsieur le Président**

Chère collègue, merci de votre propos. Vous avez eu raison de saluer les acteurs : le chef de l'État, le député Nicolas DEMOULIN. Je voudrais saluer le président SAUREL qui avait répondu favorablement sur ce dispositif. Je pense que sur ces stratégies de lutte contre l'exclusion, de mobilisation de la société pour essayer de sortir les gens de la détresse, il faut faire bloc. Je le dis : nous allons avec Madame GIMENEZ, Vice-Présidente en charge de la cohésion sociale, avec votre accord, vraiment amplifier la mobilisation. C'était la discussion avec Madame WARGON. Pour les gens qui sont en situation d'exclusion, il y a les centres d'hébergement d'urgence mais dont nous savons parfois la violence, les appréhensions, etc. Ce modèle des pensions de famille, parce que nous l'avons vu dans le quartier de la Paillade, est absolument remarquable. Je me souviens que lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme, j'avais pu trouver le permis. Il y a des choses qui marchent. On peut toujours dire qu'il y a des choses qui ne fonctionnent pas et faire des débats sur ce qui ne fonctionne pas ; c'est la démocratie. Toutefois, il faut saluer ce qui marche. Vous avez eu raison de le rappeler : la fondation Abbé-Pierre, tous ces acteurs, sans grands éclats, sans forcément avoir le droit aux unes des journaux, font un travail très patient qui permet de remettre dans le droit commun des gens qui l'avaient quitté. Je peux vous assurer que lorsque nous avons vu Tony qui nous a accueillis dans sa chambre et qui disait qu'après deux ans de rue, il avait retrouvé sa dignité, nous avions un sentiment de satisfaction.

Je voudrais remercier tous les Maires qui accueillent ce dispositif sur leur commune parce qu'ils participent aussi de cette inclusion sociale. La Ville de Montpellier en prend un. Je sais que la commune de Castelnau est mobilisée. En termes de choix budgétaires, nous avons là une réponse car cela, c'est une réponse qui permet de sortir. Quand nous savons qu'il y a des gens qui sont aussi dans des squats, faute de logement, là, nous construisons des stratégies et il faut pouvoir les inscrire dans un parcours résidentiel durable. C'est ce que fera Monsieur CALVO au titre d'ACM pour que le modèle de la pension de famille, qui permet de se reconstruire à travers « Logement d'abord », permette ensuite de s'inscrire dans le parcours résidentiel. Comme quoi, il ne faut pas qu'il y ait de fatalité ou de regards qui se baissent. C'est un chantier très difficile. Mais là, nous avons des preuves que cela marche. Merci beaucoup de votre propos et de l'engagement de nous tous sur ce sujet.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

### **AFFAIRE N° 29 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ3M) - APPEL A PROJETS 2020 – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS**

*Mme S. JANNIN sort de séance, le pouvoir de M. B. TRAVIER accordé à Mme S. JANNIN est temporairement annulé.*

*M. M. ASLANIAN sort de séance, le pouvoir de M. S. COTE accordé à M. M. ASLANIAN est temporairement annulé.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 30 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS – CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ACM HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme A. DOULAIN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Nous avons les délibérations sur les logements sociaux. Je vous propose de les passer. Il s'agit des garanties d'emprunts. Je donnerai les noms des personnes qui ne prennent pas part au vote.

**Coralie MANTION**

Je voulais soulever un point concernant la typologie des logements subventionnés. Évidemment je ne remets pas en cause les subventions, c'est ce qui permet aux bailleurs sociaux d'équilibrer leurs opérations. Toutefois, on notera un effort sur les T4 mais très peu sur les T5 (à peine 3 %). Nous savons que si nous voulons une mixité sociale sur tout notre territoire, il faut rééquilibrer et trouver des grands logements sur tout le territoire de notre Métropole. Il faudra donc être exigeant à l'avenir sur cela. Nous mettrons dans le PLUI des servitudes de grands logements que ce soit dans le parc privé ou dans le parc public pour justement recréer cette mixité sociale qui nous manque dans la Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Cela fera effectivement partie des débats futurs. La responsabilité des bailleurs est très importante pour travailler sur le parcours résidentiel. Cela fait écho aux affaires du début de Conseil.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N° 31 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX SUR LES COMMUNES DE BAILLARGUES ET SAINT JEAN DE VEDAS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SOCIETE ANONYME D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 32 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX A PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SOCIETE ANONYME D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 33 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « VILLA LAURENT », CHEMIN DE LA MOSSON A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes C. GIMENEZ et V. BRUNET sortent de séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 34 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LA MOSTRA », RUE GEORGES DENIZOT A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme R. TIKOUK sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 34 : Monsieur Pellet ne prendra pas part au vote. Logements sociaux à Montpellier ; garantie d'emprunt. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE NO 35 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 60 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE THEANO », LOT 19A ZAC EUREKA A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes A. DOULAIN, M. MASSART, et MM. F. RIO, M. ASLANIAN avec le pouvoir de M. S. COTE entrent en séance*

*Mmes J. FRECHE, N. MARIN-KHOURI et M. JL. SAVY sortent de séance.*

*Intervention hors micro de Madame BORNE.*

**Monsieur le Président**

Bien sûr.

**Mathilde BORNE**

Merci Monsieur le Président. Excusez-moi, je vais juste faire une petite intervention rapide. Évidemment, rattraper le retard pris en matière de logements sociaux neufs ou par des réhabilitations dans le parc ancien est une urgence et je suis, bien entendu, favorable à cette délibération. Je voulais intervenir : comme SA3M est l'aménageur de cette ZAC Eurêka, je voudrais juste souligner le fait qu'il est prévu dans cette ZAC d'accueillir à terme 1 800 logements dont 30 % de logements sociaux. Plus de 300 enfants devront donc être accueillis en maternelle et en élémentaire. Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais il y a un nouveau groupe scolaire qui est en cours et qui va être construit par la commune de Castelnau près de la RN 113, pour faire face au sureffectif déjà présent sur la commune, mais il sera à plus de 2,5 km de la zone de logements de la ZAC, ce qui ne permettra pas aux enfants de s'y rendre à vélo ou à pied. J'ai donc une question : serait-il prévu de maintenir la réservation d'un terrain dans cette ZAC, comme cela l'était au départ, pour créer un groupe scolaire qui permettrait à tous les enfants, y compris les familles non motorisées, d'y accéder en toute sécurité et en mobilité active.

**Monsieur le Président**

Merci Madame BORNE. Je propose que Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez réponde.

**Frédéric LAFFORGUE**

Je pense qu'il y a toujours une confusion au sein de l'opposition de Castelnau. Le débat castelnauvien se fait au Conseil municipal.

*Intervention hors micro de Madame BORNE.*

**Frédéric LAFFORGUE**

Le débat castelnauvien se fait au Conseil municipal et non à la Métropole. C'était une habitude passée mais j'ai l'impression qu'elle a l'air de se maintenir. Une fois de plus, vous ne connaissez pas les dossiers. Sur Eurêka, il y a l'enfouissement des lignes. Si le groupe scolaire a été changé de destination, c'est du fait de l'enfouissement des lignes sur Castelnau, où les délais n'étaient pas respectés pour que nous puissions établir ce groupe scolaire à cet endroit. D'autre part, les mouvements pendulaires ont été étudiés. Ils étaient de 2/3 -

1/3 par rapport à cet emplacement d'Eurêka. Tout un circuit de mobilités est aujourd'hui travaillé avec les services de la Métropole entre Eurêka, le tram, la ligne 2, la liaison avec ce groupe scolaire et bien sûr avec tout le secteur d'entreprises avec la ligne à haut niveau de service de bus. Nous travaillons avec Julie sur ce sujet. Tous ces sujets sont, bien sûr, étudiés et ce n'est pas une vue de l'esprit. Merci.

**Monsieur le Président**

Je vous propose de nous exprimer sur cette affaire-là.

**Frédéric LAFFORGUE**

Sur le sujet, parce que nous avons dévié sur les affaires castelnauviennes, je voudrais rappeler le travail de FDI : c'est 88 logements sociaux qui sont réalisés dans cette zone Eurêka. Nous venons de parler du logement. Toutefois, ce sont aussi 28 logements qui ont été affectés, en partenariat avec une association, à des personnes à handicap psychique. Il y a tout un suivi de ces personnes. Je crois que c'est René à Grabels qui a déjà ces logements. Nous avons souhaité en avoir à Castelnau pour qu'il y ait un équilibre entre le Nord et le Sud. Je rappellerai aussi que dans le format des appartements nous avons également des T5. Tout à l'heure, j'entendais Madame OLLIER qui nous interpellait sur les formes d'appartements. Là aussi, à Castelnau, nous répondons sur des formats plus grands d'appartements. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Maire de ces éclaircissements et merci de montrer la spécificité de ce parc social sur les personnes en situation de fragilité psychologique. Les sujets de santé mentale sur le territoire sont importants. A ce titre-là, la Ville de Montpellier, avec l'ARS, va établir un contrat local de santé dans lequel, à la fois, la question des addictions aux drogues figurera, mais aussi les enjeux de prise en charge de la santé mentale et l'accompagnement des démarches d'inclusion scolaire. Il est vrai qu'à Grabels, il y a une très belle réalisation et aussi dans le parc social, pour pouvoir permettre aux gens de pouvoir vivre de manière autonome. Ce sont des choses très intéressantes. Là, nous voulons aussi fédérer les acteurs.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

**AFFAIRE N° 36 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « DOMAINE DES LAURIERS », ROUTE IMPERIALE A BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme V. BRUNET entre en séance*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Marie-Delphine PARPILLON.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 37 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 89 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 38 : HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE**

**MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON -  
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme R. TIKOUK entre en séance.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE NO 39 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – ÉPIDEMIE DE  
COVID-19 - ATTRIBUTION D'AIDES AUX ACTEURS ECONOMIQUES POUR LE PAIEMENT  
DES LOYERS PROFESSIONNELS**

*Mme N. MARIN-KHOURI et M. Y. PELLET entrent en séance.*

*Mme V. BRUNET et M. C. SULTAN sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Développement économique (en l'absence de Madame EMAD qui est à Paris pour accompagner les entreprises du BIC). Ce sont des aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels suite à la crise. Ce sont des décisions qui avaient été engagées au premier pic de la pandémie. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Madame SERRANO.

**Cécile SERRANO**

Merci. Bonjour. Nous avons des questions sur cette délibération. Y a-t-il des solutions pour les travailleurs indépendants qui subissent, eux aussi, de plein fouet la crise du Covid mais qui n'ont pas de pas-de-porte ? Merci.

**Monsieur le Président**

Les oubliés des oubliés des oubliés. Vous avez raison de soulever ce focus. Nous avons aujourd'hui avec la crise sanitaire, ici, une réponse pour ceux qui ont un pas-de-porte qui est une aide aux loyers ; cette aide va être très appréciable. Il y a, dans les dispositifs d'aides que nous pouvons accorder, des entreprises qui reçoivent un soutien. Toutefois, sur le territoire, il y a des acteurs économiques qui sont en très grande difficulté et pour lesquels, aujourd'hui, nous n'avons pas encore été en mesure d'apporter des réponses. Nous travaillons sur le fond pour les congrès et donc la filière événementielle. Premier exemple : les acteurs culturels sont en très grande difficulté (cinémas, salles de théâtre, salles de concert), ce qui risque de fragiliser l'intermittence. Monsieur PENSO à la Métropole et Madame ROBIN à la Ville vont réunir l'ensemble de la filière pour voir quel type d'aides nous pouvons apporter.

D'autre part, avec Monsieur le Préfet, dans le cadre de notre volonté de travailler en commun, il y a une réunion de l'ensemble des acteurs économiques représentant chaque filière où nous faisons le point sur la situation, sur leurs demandes et nous essayons de nous adapter et de voir quel type de réponses et l'État et la Métropole peuvent donner. C'est, à chaque fois, par ce canal que nous faisons remonter les choses. Évidemment, s'il y a un secteur particulier que j'ai appelé en introduction les oubliés des oubliés, il ne faut pas hésiter à nous le signaler.

Je voudrais dire que nous tiendrons un Conseil de Métropole dédié aux enjeux économiques, car la question de l'emploi va être une question majeure dans les semaines qui viennent. Que ce soit Monsieur FINA dans sa transition avec Monsieur NYS, sur tous les enjeux de commande publique, de lisibilité pour les entreprises, de dispositifs d'aide que nous pouvons venir mettre en complément dans nos capacités budgétaires ; je dois aussi le dire parce qu'il faut que l'on sente que le territoire est pleinement mobilisé là-dessus. Il y a cette task force où nous essayons de regrouper l'ensemble des acteurs économiques pour faire le point sur chaque secteur. Il y en a qui témoignent, comme la filière événementielle. Là, les annonces sur les mariages sont terribles : les reports, tous les métiers de traiteur, etc. Ce sont là tous les jeunes qui sortent des lycées hôteliers qui sont en difficulté. C'est donc, finalement, comment on se comporte face à la pandémie, comment on maintient de l'activité, comment on ne prend pas de risques. Ce sont ces arbitrages en permanence.



Là, il y a une aide aux loyers. Nous allons travailler dans la perspective d'un Conseil de Métropole. J'ai fait une annonce, que j'ai dévoilée, sur les acteurs de la culture. Je sais que Monsieur ASSAF travaille sur la filière du sport où, si la saison ne se tenait pas, cela aurait un impact psychologique qui serait terrible. Il y a de l'activité autour. Nous essaierons donc de voir et le moment venu, il y aura une communication. Ce qui est fondamental, c'est notre réactivité face à cela. Le plus dur est devant nous sur le front social. Monsieur FINA a raison : la solution est nationale mais aussi en lien avec la Région.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 40 : SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE - CPER 2015-2020 - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITE DE NIMES (PROJET COLLEGE DOCTORAL), L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (PROJET PEPITES LR) ET L'UNIVERSITE PAUL-VALERY MONTPELLIER 3 (PROJET MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME) - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS**

*Mmes V. BRUNET, J. FRECHE et C. GIMENEZ, entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

CPER 2015-2020. Il s'agit de crédits sur les universités pour des formations de lettres et de sciences humaines : Paul-Valéry, Via Domitia et Université de Nîmes.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Clara GIMENEZ, Mme Véronique NEGRET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 41 : RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET COOPERATION EUROPEENNE - ASSOCIATION RACINES SUD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Clare HART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 42 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES – SOUTIEN A L'ASSOCIATION AFIVAM POUR L'ORGANISATION DU WHAT A TRIP HEYME FESTIVAL 2020 - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN avec le pouvoir de M. B. TRAVIER et M. JL. SAVY entrent en séance.*

*Mme V. NEGRET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur MEUNIER.

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, cette affaire va nous faire un peu nous évader en cette période de Covid où, malheureusement, les uns et les autres, nous n'avons pas pu nous adonner au plaisir de la découverte et du voyage. Il s'agit du salon What A Trip Heyme festival 2020 qui nous amène sur Montpellier, du 24 au 27 septembre, l'ensemble des projections, des rencontres, des expositions gratuites dans l'Écusson, des concerts, des conférences ; tout ce qui se fait autour du village du voyage. Nous sommes très attachés à cette rencontre. D'ailleurs, je crois qu'il y a une conférence de presse demain à 11 heures à la Maison des relations internationales. La Ville de Montpellier et la Métropole concourent à la réalisation de ce festival. Nous avons tout valorisé, y compris la communication. La participation à ce grand festival que nous vous demandons de valider est de 70 550,80 € TTC. Je vous remercie de bien vouloir nous suivre sur cette délibération.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, cher collègue. C'est très important. Il y a une exposition de Laurent BALLESTA, bien connu, qui aura lieu à la Maison des relations internationales. Tout cela se fait dans le respect le plus strict du protocole sanitaire. Il s'agit d'un exemple d'événements que nous pouvons maintenir.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Oui, Madame OLLIER, allez-y.

**Clothilde OLLIER**

J'entends et je suis pro-associations puisque j'ai été moi-même membre d'associations comme beaucoup d'entre nous ici. En revanche, ce que j'ai du mal à comprendre, c'est comment vous choisissez les associations, comment cela est décidé, comment cela est travaillé. Nous n'avons pas cette information et j'aurais aimé que nous l'ayons en amont plutôt que de voter au coup par coup une subvention ou une autre. J'imagine que, comme pour le reste, vous allez me répondre comme vous l'avez fait plusieurs fois que ce sera plus tard.

**Monsieur le Président**

Madame OLLIER, What A Trip festival est une très belle initiative qui d'ailleurs...

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Si, c'est sur cette affaire. Elle est portée par une équipe de bénévoles avec à sa tête Romain TARRUSSON qui, depuis quatre ou cinq ans, propose un festival autour du thème du voyage, fédère des acteurs. Cela rentre dans des critères qui participent et de la cohésion sociale et du rayonnement de la Ville sur des territoires qui avaient été plutôt inexplorés dans les politiques culturelles de la Métropole. Nous arrivons en responsabilité. Nous nous proposons plutôt d'accompagner quand il y a un festival du film de voyage en partenariat au Diagonal. Cela s'inscrit pleinement... Après, nous pouvons, pour la vie associative, ultra réglementer et être très procédurier mais ce serait la fragiliser. Là, il y a une très belle dynamique citoyenne qui est en cours. Elle a d'ailleurs fait énormément d'efforts avec la crise Covid pour essayer de maintenir cet événement. Après, si vous pensez que ce n'est pas légitime, vous avez tout à fait le droit de voter contre.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Non, non, Madame. Monsieur MEUNIER va vous répondre.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Vous y avez mis la suspicion par votre propos.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Vous y avez mis la suspicion.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Vous avez mis la suspicion.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Madame OLLIER, vous avez mis la suspicion.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Cyril MEUNIER**

Madame OLLIER, c'est Monsieur MEUNIER qui vous parle. Je vais répondre à votre interrogation, non pas par rapport à l'objet de la délibération. Je crois qu'il y a deux types de subvention que nous donnons aux associations et pour lesquelles nous pouvons être appelés dans cette assemblée à donner une subvention aux associations. La première chose, c'est quand on donne des budgets de fonctionnement. Là, évidemment, cela doit être nourri par une discussion et une mise en place d'une déontologie d'utilisation des fonds publics pour aider des associations dans le fonctionnement. Puis il y a, comme pour ce cas-là, des événements que nous souhaitons soutenir parce qu'ils apportent une attractivité, un service à l'instar d'un festival de musique, par exemple. Si vous prenez les Internationales de la guitare, vous n'allez pas donner la subvention au festival de guitare mais à l'association Confluences. Je prends celle-là, mais j'aurais pu en prendre une autre qui réalise ce festival. Là, nous sommes dans la même logique. Là, ce n'est pas tant la forme associative de l'association dont le nom m'échappe qui est en cause. Nous aidons le festival avec nos moyens publics pour qu'il puisse se réaliser parce que, un, il est important, deux, il apporte des recettes induites et de l'attractivité. Pour une subvention aux associations, je pense avoir répondu sur le fond de votre question première, Madame OLLIER.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Monsieur le Président**

Et Monsieur CALVAT va terminer puisqu'il est en charge des finances et de la valorisation des moyens.

**Renaud CALVAT**

Merci Monsieur le Président. Je souhaite aussi apporter un autre éclairage car vous avez posé la question, Madame, sur les motivations qui étaient à l'origine du vote de cette subvention-là. Nous ne sommes pas dans l'éther. Nous votons en Conseil de Métropole et nous votons une subvention particulière à l'association AFIVAM pour l'organisation du festival What A Trip et vous nous avez posé une question précise sur les motivations qui sont à l'origine de ce vote-là.

*Intervention hors micro de Madame OLLIER.*

**Renaud CALVAT**

Votre question était extrêmement précise et elle a été très bien comprise, Madame, sans aucune difficulté. Je rajouterai à toutes les réponses qui vous ont été faites un autre élément que je souhaite porter à votre connaissance : le Conseil départemental soutient aussi cette association car le Conseil départemental accueille à Pierrevives les projections jeune public. Chaque année pendant le festival, ce sont plusieurs centaines de collégiens qui viennent assister à des projections de films sur le voyage, en présence des réalisateurs qui expliquent aux jeunes touristes de demain quelle nouvelle forme de tourisme nous devons créer, nous devons inventer ; quelle nouvelle forme de voyageur nous devons être pour aller à la rencontre de l'autre tout en respectant à la fois la culture, l'environnement et la planète. Cette association œuvre pour former aussi les touristes de demain à un meilleur respect de notre écosystème et de notre environnement. Vous vouliez savoir les motivations, les voilà et elles sont extrêmement vertueuses, Madame.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 43 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENTS ENTRE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT (CAF) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme V. NEGRET entre en séance.*

*M. J. RAYMOND sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur CAIZERGUES, cher Roger.



## **Roger CAIZERGUES**

Cher Président et chers collègues, il s'agit en fait de deux délibérations – peut-être pouvons-nous traiter les deux : la 43 et la 44 – qui concernent les relations de l'Ecolothèque ; la première délibération, ce sont les relations de l'Ecolothèque avec la CAF et la deuxième, ce sont les relations de l'Ecolothèque avec les différentes communes de la Métropole.

En ce qui concerne le premier point, les relations avec la CAF, il faut savoir qu'il existait déjà une convention mais celle-ci arrivant à échéance, elle doit être renouvelée pour la période de 2020–2023. Cela concerne une convention d'objectifs et de financements pour tout ce qui est les loisirs périscolaires et extrascolaires. Pour ce qui est de ces aspects, il faut savoir que la CAF verse une prestation de services pour l'accueil de loisirs sans hébergement qui s'élevait l'année dernière à tout de même 67 000 €. Le deuxième élément concernant l'aspect financier, c'est que l'Ecolothèque permet une accessibilité pour toutes les familles, au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources, selon le respect des calculs proposés par la Caisse d'allocations familiales. Ce montant journalier s'élève à 4,60 euros par jour et par enfant.

Il s'agit donc du renouvellement et de la reconduction de ces prestations concernant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2023.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **AFFAIRE N° 44 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCES AU PROGRAMME ÉCOMETROPOLE DANS LE CADRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION**

*M. J. RAYMOND entre en séance.*

## **Roger CAIZERGUES**

Nous sommes toujours dans les relations entre l'Ecolothèque et les différentes communes. Il faut savoir que là aussi, il y a eu une expérimentation qui a été mise en place en 2017 et qui s'est terminée en 2018. Elle permet notamment aux différentes communes de bénéficier des appuis techniques et pédagogiques, pour tout ce qui concerne les préoccupations environnementales, pour tous les enfants du territoire métropolitain à la demande de différentes communes. Par délibération du 30 mai 2018, a été approuvé un protocole qui permet aujourd'hui de mettre en place une contribution forfaitaire des communes, dont le montant sera arrêté dans le cadre du groupe de travail. Ce sera très limité puisque nous parlons de 200 € par commune.

C'est également un problème d'étalement dans le temps, avec la prolongation d'un an de la durée de ce protocole qui arrive ainsi à échéance au 15 septembre 2020, ainsi que la possibilité pour les différentes communes concernées, qui sont intéressées, de pouvoir sortir de ce système lorsqu'elles le souhaitent juste au début de l'année scolaire. Déjà 22 communes ont bénéficié de ces prestations qui représentent plus de 2 098 jours/enfants.

Nous vous proposons que ce protocole qui arriverait à échéance au 15 septembre 2022 soit aussi renouvelable par tacite reconduction.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 45 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - GRATUITE D'ACCES A L'EXPOSITION TEMPORAIRE « LE CANADA ET L'IMPRESSIONNISME - NOUVEAUX HORIZONS » A L'OCCASION DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE ET DE LA NUIT EUROPEENNE DES MUSEES 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Monsieur PENSO. Il s'agit de proposer la gratuité pour les Journées européennes du patrimoine. Je vous propose de délibérer dessus et nous allons voir un peu comment les choses se décident avec Monsieur le Préfet dans la journée. Nous suivons l'évolution et les décisions du Préfet. Nous venons de recevoir un courrier.

Est-ce qu'il y a des oppositions à ce principe de gratuité ? Des abstentions ? Avis favorable à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 46 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LE MUSEE SOULAGES DE RODEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Éric PENSO**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit du renouvellement d'une convention qui existait déjà. Elle permet un partenariat proche avec le musée SOULAGES à Rodez et a pour avantage de mettre en réseau un partage de collections, un partage de tarifs, une politique tarifaire avantageuse. Cela permet donc d'attirer et de créer ce partenariat. Il s'agit d'un renouvellement qui existait déjà. Il est donc proposé de le poursuivre.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Affaire n° 47 : Conventions de partenariat avec un certain nombre de médias... Pardon, il faut mettre aux voix. Excusez-moi. Cela semble être unanime. Qui ne prend pas part au vote ? S'abstient ? Contre ? Unanimité. Veuillez m'excuser. C'est très important le partenariat avec Rodez autour de SOULAGES.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 47 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - MUSEE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE NEW YORK TIMES, TELERAMA, LE FIGARO ET FRANCE BLEU HERAULT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION « LE CANADA ET L'IMPRESSIONNISME - NOUVEAUX HORIZONS » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 47 : Conventions de partenariat avec un certain nombre de médias à hauteur de 7 929,40 € (le New York Times, Télérama, Le Figaro et France Bleu Hérault) autour de l'exposition « Le Canada et l'impressionnisme ».

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE NO 48 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA REALISATION D'UN PROGRAMME DE VISITES GUIDEES COMMUNES A L'OCCASION DE L'EXPOSITION PHARMACOPEES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. R. CAIZERGUES sort de séance.*

**Éric PENSO**

Il s'agit là tout simplement d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de

Montpellier autour d'un programme de visites communes, à l'occasion de l'exposition Pharmacopées. Il convient donc de faire cette convention.

**Monsieur le Président**

Très bien. Merci. Elle s'inscrit dans le cadre des 800 ans de la Faculté de médecine.

**Éric PENSO**

J'ai oublié de le signaler.

**Monsieur le Président**

Pas de souci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 49 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - APPROBATION**

**Éric PENSO**

Il s'agit d'une demande de subvention la plus élevée possible auprès des partenaires du conservatoire que sont l'État au travers du ministère de la Culture, de la Communication, de la DRAC, la Région Occitanie, et le Conseil départemental, pour le fonctionnement de notre conservatoire régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 50 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION D'OCCUPATION DE L'AGORA, CITE INTERNATIONALE DE LA DANSE AVEC L'ASSOCIATION MONTPELLIER DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 50 : c'est une reconduction de convention.

**Éric PENSO**

Je précise qu'il s'agit de l'occupation d'un studio de danse. Vous savez tous que le conservatoire va déménager en 2021. C'est donc la dernière fois que nous passons cette convention puisque les nouveaux locaux du conservatoire engendreront plus de place et donc plus de nécessité d'occuper les locaux de l'Agora.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 51 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. L. LOPEZ sort de séance.*

**Éric PENSO**

Il s'agit d'un partenariat avec le Centre international de musique médiévale qui occupe les locaux de Candolle et Archevêché pour le déroulement de leurs sessions de formation. Il s'agit d'un partenariat qui existait déjà. Les élèves inscrits au conservatoire sont exonérés de frais et doivent s'acquitter d'une adhésion au CIMM et inversement.

**Monsieur le Président**

C'est un travail très précieux de ce Centre international, qui est en lien avec la recherche et le département de musicologie de l'université Paul-Valéry.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 52 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT ET CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Ne prendront pas part au vote : Monsieur ASSAF, Monsieur MARTIN et Monsieur MANSOURIA. Allez-y, M. PENSO.

**Éric PENSO**

Il s'agit encore d'une convention de partenariat avec le Creps, qui prévoit la mise à disposition au CCR d'un studio de danse sur l'ensemble de l'année, hors vacances scolaires, à raison de 9 heures par semaine. En contrepartie, le conservatoire s'engage à autoriser les stagiaires en diplôme d'État de deuxième année à observer les cours de différents niveaux dispensés par les enseignants du conservatoire. C'est également le renouvellement d'occupation de locaux entre le conservatoire et le CREPS.

**Monsieur le Président**

Très bien.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 53 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE RELATIVE A L'OBTENTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA RESTAURATION DES DECORS PEINTS DU FOYER DE L'OPERA COMEDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

On reçoit dans l'affaire 53 une subvention, au titre de la Fondation du Patrimoine, de 3 000 € pour le foyer de l'Opéra Comédie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 54 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - RESEAU DES MEDIATHEQUES / THEATRE DES 13 VENTS - CONVENTION DE PARTENARIAT 2020/2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Partenariat 2020/2023 entre le Théâtre des 13 vents et le Réseau des médiathèques. Le Théâtre des 13 vents présente vendredi sa nouvelle saison avec l'équipe artistique, très dynamique.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 55 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU LABEL BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE DE REFERENCE 2020 - APPROBATION**

*M. R. CAIZERGUES entre en séance.*

**Éric PENSO**

C'est une demande de subventions dans le cadre de la poursuite du label bibliothèque numérique de référence 2020. Un lourd travail a été engagé pour numériser. C'est une demande de subvention la plus élevée possible auprès des services de l'État pour les opérations menées dans le cadre du projet bibliothèque numérique de référence.

**Monsieur le Président**

OK. Nous quittons les affaires culturelles. Nous avons les tarifs à la fin, Éric ?

**Éric PENSO**

Oui.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 56 : POLITIQUES SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Il s'agit, dans le cadre de la politique sportive, d'une convention de partenariat entre l'Éducation nationale, le CREPS, les lycées et les collèges, d'un certain nombre de créneaux.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 57 : POLITIQUES SPORTIVES - DISPOSITIF CARTE ETE JEUNES (CEJ) - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER**

*M. L. LOPEZ entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Maintenant Christian.

**Christian ASSAF**

Merci Monsieur le Président. Chers Collègues, l'affaire 57 porte sur le système de refacturation entre la Métropole et la Ville de Montpellier concernant le dispositif de carte été jeunes, rapport que je porte avec plaisir avec notre collègue Éric PENSO, puisque sont refacturées les quatre entrées gratuites dans les piscines dont disposent les jeunes montpelliérains, ainsi qu'une entrée à la piscine Olympique, et une visite guidée individuelle au musée Fabre.

**Monsieur le Président**

Très bien, est ce qu'il a des questions ? Oui Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Alors évidemment on peut que louer les objectifs de cette carte été jeunes. Nous avons juste une petite question : on sait qu'au-delà du sport et de la culture, la carte comporte un volet restauration, donc il y a un loisir important pour notre jeunesse évidemment, mais on note qu'il y a trois restaurants qui sont éligibles avec cette carte dont notamment Mc Donald, on voulait juste savoir si pour l'été 2021, il serait possible de revoir ce dispositif, je ne vais pas vous expliquer pourquoi ; je pense qu'on sera tous d'accord pour dire que c'est contradictoire avec nos objectifs de politique de santé.

**Monsieur le Président**

Amendement Alenka DOULAIN accepté.

**Alenka DOULAIN**

C'est important de le poser maintenant pour qu'on l'ait bien en tête pour l'été prochain.

**Monsieur le Président**

Vous avez raison. Je crois que quand j'étais jeune, j'avais la carte été jeunes, et c'était déjà ça, les trois restaurants ; donc effectivement, dans une reconduction, Monsieur ASSAF et l'ensemble de ceux qui sont en charge de ce dossier vont regarder et, de la même manière, nous ferons connaître au Conseil les critères d'attribution de cette carte été jeunes, qui est achetée et puis, vous savez, il y a une partie de lots dits gratuit. Cette année, on l'a remise aux bacheliers mention très bien qui étaient boursiers ; on l'a remise aux cadets de défense, et aux jeunes sapeurs-pompiers volontaires, pour valoriser ; et puis, on travaillera sur le bénévolat associatif, et on proposera ces critères - Madame BRUNET acquiesce –, on « critérisera » pour que ce soit le plus transparent possible évidemment.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 58 : POLITIQUES SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Christian ASSAF**

Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais présenter les affaires 58 et 59 d'un seul tenant. Il s'agit, pour l'affaire 58, d'une série d'attributions de subventions mais je veux pointer l'aide de 60 000 € que nous attribuons au MUC Volley-ball pour sa participation aux coupes européennes qu'il a acquise de haute lutte.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 59 : POLITIQUES SPORTIVES - STADE DE LA MOSSON « MONDIAL 98 », COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR ET PALAIS DES SPORTS RENE-BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB, MONTPELLIER HERAULT RUGBY ET MONTPELLIER HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2019-2020 - AVENANTS RELATIFS A LA REDEVANCE FIXE D'OCCUPATION**

*Mme S. JANNIN sort de séance, le pouvoir de M. B. TRAVIER accordé à Mme S. JANNIN est temporairement annulé.*

**Christian ASSAF**

Concernant l'affaire 59, il s'agit d'un avenant relatif à la redevance fixe d'occupation pour les clubs de rugby du MHR, de football du MHSC, et de handball du MHB (à Bougnol) puisque pendant les trois mois de confinement, ces clubs n'ont pas utilisé ces équipements et pour cause. Nous leur faisons donc une remise gracieuse à ce titre. Je veux ajouter, pour la bonne compréhension de tous les membres de cette assemblée, que les prestations que la Métropole paye également à ces clubs ont également suivi une minoration, ce qui fait que l'opération est globalement neutre financièrement.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur ASSAF. Sur ces trois affaires, Monsieur GUISEPPIN vous ne prendrez pas part au vote ainsi que Madame DOULAIN. Nous allons mettre aux voix. Monsieur BOURDIN.

**Christophe BOURDIN**

Je ne prends pas part au vote.

**Monsieur le Président**

D'accord, on note. Juste, je voudrais dire un petit peu en écho au débat de tout à l'heure comment nous aidons les clubs sportifs dans ce contexte extrêmement difficile. Les matches n'ont pas eu lieu mais nous restons en soutien. Je propose de passer aux voix sur les différentes affaires.

Sur la carte été jeunes : qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Sur l'affaire 59, Madame DOULAIN, vous vouliez dire quelque chose ? Allez-y.

**Alenka DOULAIN**

Juste pour dire que, évidemment, comme c'est le cas depuis de nombreuses décennies, nous nous félicitons de la place du sport dans notre ville et en particulier celle du MHSC dans le quartier de La Paillade. Nous espérons pouvoir voter encore de nombreuses années ce genre de convention. Nous pensons, sur le projet du stade – et nous espérons que cela sera étudié par votre comité consultatif –, qu'il est possible d'avoir une vraie alternative. Je le rappelle, à Strasbourg notamment, ils ont opté pour une autre stratégie. Il s'agit d'un autre grand club populaire. Ils ont fait une rénovation exemplaire du stade de la Meinau. Nous pensons que pour le stade Mosson Mondial 98, il est possible de tracer une autre voie que celles qui sont présentées aujourd'hui au sein de vos comités consultatifs, dont les méthodes de travail pourraient être éclaircies ou en tout cas rendues publiques. Merci.

**Monsieur le Président**

Il s'agit d'un comité de pilotage avec l'équipe dirigeante du club. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*



**AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES LIÉES A LA CRISE SANITAIRE – CREATION DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCES (ASA) CRISE SANITAIRE ET MODALITES DE REPORT DES CONGES 2019 ET 2020 - APPROBATION**

*M. C. SULTAN entre en séance.*

*Mme I. MARSALA sort de séance, le pouvoir de Mme. P. MIRALLES accordé à Mme I. MARSALA est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Monsieur RAYMOND, Vice-Président en charge des ressources humaines et du dialogue social pour l'affaire 60.

**Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, l'affaire 60 est une affaire assez simple puisqu'elle concerne la régularisation des autorisations spéciales d'absence pendant la période de crise sanitaire pour nos agents, et elle mentionne également un point important, à savoir le report et les modalités des congés par rapport aux prochaines campagnes. Nous augmentons le plafond de reports potentiels du nombre de congés à 14 jours à la place de sept jours en année normale. Nous reportons également, pour les congés 2019, la possibilité de les prendre jusqu'au 31 août 2020 et pour les congés de 2020, la possibilité de les prendre jusqu'au 30 juin 2021. Cette délibération a fait l'objet d'une présentation en CT. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 87 voix*

**AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - RECOURS A L'APPRENTISSAGE - AUTORISATION**

*Mmes S. JANNIN avec le pouvoir de M. B. TRAVIER, et I. MARSALA avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Très importante.

**Joël RAYMOND**

L'affaire 61 est une convention qui existe depuis de nombreuses années entre la Métropole et les universités. L'objet est d'accueillir dans nos locaux des étudiants apprentis dans différents domaines d'activité. Aujourd'hui, nous vous proposons l'ouverture de sept postes puisque ceux-ci doivent être ouverts sur le tableau des effectifs sachant que les encadrants-tutorants bénéficient d'une prime, d'une NBI (une bonification indiciaire).

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Madame SERRANO.

**Célia SERRANO**

Merci. Nous nous réjouissons de ce recours à l'apprentissage. C'est un formidable moyen d'apprendre un métier pour les apprentis. L'apprentissage dans la fonction publique territoriale est une formidable opportunité pour former des jeunes à la vie de la cité et notamment sur leur représentation. Ils représentent aussi l'image la Métropole. Nous émettons un vœu. Nous devons être exemplaires et nous souhaitons être ambitieux. Nous émettons donc le vœu que la Métropole décuple puissamment le recours à l'apprentissage. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Madame SERRANO. C'est la Métropole employeur que vous interrogez et la Métropole employeur a beaucoup de questions à se poser. L'apprentissage, c'est très important. Il y a trop de familles ou de jeunes, quand ils sont autonomes, qui sont en difficulté pour accéder à l'apprentissage. La Métropole exemplaire est

une Métropole qui, dans ses ressources humaines, aide des jeunes qui n'arrivent pas à trouver un stage de troisième, qui est la première expérience professionnelle. De ce point de vue, Monsieur RIO, qui est délégué à l'insertion des jeunes, est déjà en train de commencer à faire un certain nombre de propositions. De plus, la Région Occitanie propose une plate-forme à laquelle nous pourrions nous adjoindre. Être un employeur exemplaire, c'est, dans les clauses de marchés publics, être capable de dire comme donneur d'ordre : l'accompagnement sur l'insertion, sur le développement des travaux d'intérêt général, pour éviter que des sanctions soient mises et que la peine soit exécutée très largement. Vous avez donc raison de nous interroger à l'occasion de ce rapport. De ce point de vue, nous avons une responsabilité. Nous allons inscrire également des affaires là-dessus, dans les quelques orientations que j'ai données. Quand les commissions seront mises en œuvre, nous pourrions travailler. De même, il faut que nous objectivions – j'y suis très attaché – les emplois d'été qui doivent être aussi des expériences professionnelles pour des jeunes, qui doivent pouvoir contribuer à les professionnaliser. Ce sont des sujets extrêmement importants.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

## **AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

*Mme C. VASSAS-MEJRI sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 62.

**Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, cette affaire est tout simplement un ajustement des tableaux des effectifs pour essentiellement mettre en cohérence notamment le poste et le grade de l'agent. La plupart de ces mises en cohérence ont été vues en Comité Technique du mois de juin. De plus, il y a la création d'un poste de contractuel. C'est peut-être la chose la plus importante qu'il faut retenir dans cette délibération. Il s'agit d'un poste de contractuel sur trois ans qui aura une mission importante en matière d'animation pour le projet de la ligne 5.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Qui a des questions ? Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Juste une petite question. Sur cette question des ressources humaines, vous vous êtes engagé sur l'exemplarité, l'éthique et la transparence dans l'action publique. Vous avez rejoint pendant la campagne les propositions de l'association Anticor. Durant les derniers mois, nous avons appris, via la presse, différents échos de recrutements qui ont eu lieu au sein de votre cabinet, que ce soit à la Ville ou à la Métropole. Sauf erreur de ma part, cela n'a pas été forcément communiqué publiquement. Je voulais juste savoir si vous alliez mettre en ligne la liste des collaborateurs de cabinet avec leurs fonctions précises et leur rémunération. Si oui, quand à peu près ?

**Monsieur le Président**

Madame, nous ne mettons pas en ligne la rémunération des collaborateurs, des cadres, des agents de la Mairie. Pour ma part, je n'ai pas pris cet engagement-là. Les indemnités des élus sont disponibles sur les sites Internet. Si ce n'est pas le cas, elles vont l'être après délibération et je suis d'ailleurs sûr que vous allez en parler. Concernant les modifications du tableau des effectifs, il y aura effectivement un cabinet à la Métropole. Je l'avais indiqué à l'ensemble des Maires. Cela impliquera une modification du tableau des effectifs. Il y aura d'autres mutualisations de services. Cela a été un travail important qui a été conduit – je me permets là de le signaler – par Monsieur FINA et que Monsieur NYS va devoir prendre à bras-le-corps sur, notamment les systèmes d'information, qui sont le cœur du réacteur. Concernant les modifications du cabinet, il y aura une modification du tableau des effectifs et c'est à ce moment-là que vous pourrez vous exprimer naturellement.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE POINT POUR LA CO-ORGANISATION DE LA QUATRIEME EDITION DE FUTURAPOLIS SANTE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme C. VASSAS-MEJRI entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Il s'agit là de maintenir l'édition de cette année de Futurapolis en partenariat avec Le Point. C'était une manifestation qui s'était tenue les années passées. Nous espérons pouvoir la tenir. Nous la maintenons, y compris dans le contexte des 800 ans de la Faculté de médecine. Il s'agit d'un partenariat à 30 000 €. Nous aurons peut-être l'occasion de nous interroger sur ce type d'événement mais là, je propose de le reconduire.

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur SULTAN, Tasnime AKBARALY.

**Charles SULTAN**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tout ce qui peut contribuer à la valorisation de la santé et de la médecine à Montpellier doit nous imposer une adhésion totale. Je défends donc sans réserve cette manifestation. Je propose simplement qu'à l'avenir, les journalistes puissent bénéficier d'un soutien scientifique d'experts, et ne décident pas eux-mêmes des choix à la fois scientifiques, thérapeutiques, etc. Pour avoir côtoyé pendant toute ma vie les journalistes, je sais par expérience qu'ils sont beaucoup plus sensibles au faire-savoir qu'au savoir-faire. Je demande donc qu'à l'avenir, ils aient, sinon un soutien, du moins un conseil scientifique de la Ville ou de la Métropole susceptible de les aider dans cette démarche qui, pour être encore plus clair, est remarquable pour l'image de la santé et de la médecine à Montpellier.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Madame AKBARALY.

*Propos hors micro de Madame AKBARALY.*

**Monsieur le Président**

Ah d'accord. Pas de souci.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 90 voix*

**AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION - ACTUALISATION DES TARIFS 2020 - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2019-777DU 19 DECEMBRE 2019**

**Monsieur le Président**

Modification sur les tarifs. Il y a deux choses : nous mettons la gratuité du musée Fabre pour les étudiants des Beaux-Arts. Cela nous semble aller de soi car il s'agit d'un musée des Beaux-Arts. Nous mettons également à disposition des salles dans le cadre des élections sénatoriales car il s'agit d'un scrutin qui concerne les élus locaux.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

## **AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) ET COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) - REELECTION - FIXATION DES MODALITES DE DEPOT DES LISTES**

### **Monsieur le Président**

Nous lançons l'appel à candidature pour la CAO. Monsieur EL KANDOUSSI, je suppose que vous êtes candidat et nous travaillerons pour présenter une liste unique pour assurer votre représentation suite au vote du 31 juillet, si vous en êtes d'accord.

### **Abdi EL KANDOUSSI**

C'est bien cela. C'est ce que vous aviez proposé la dernière fois et qui était inscrit dans votre intervention dans le compte rendu de séance.

### **Monsieur le Président**

Vous voyez, je ne me déjuge pas.

### **Abdi EL KANDOUSSI**

Je vous remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

## **AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION – CRÉATION D'UN COLLÈGE DE DÉONTOLOGIE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 66. Il est proposé de créer un collège de déontologie. Nous allons donc lancer un appel à candidature – nous voyons souvent des gens qui ne prennent pas part au vote – pour pouvoir examiner les positions des et des autres. Nous travaillons sur ce périmètre qui doit être le plus large possible pour participer à la confiance. Je propose que nous créions ce collège de déontologie. Cela existe dans d'autres collectivités ; la Métropole et la Ville de Montpellier s'en dotent.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

## **AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION – INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS**

### **Monsieur le Président**

Indemnités de fonction des élus. Vous avez la délibération. J'ouvre le débat. Pas de débat. Je vous propose... Madame DOULAIN. Je me disais... Nous avons tellement lu. Et, Monsieur MEUNIER.

### **Alenka DOULAIN**

Mais, c'est parce qu'il s'agit d'une question importante et vous le savez. Avant de m'exprimer sur le fond, je voulais juste m'assurer, Monsieur DELAFOSSE, que nous avons les bons chiffres concernant les indemnités que vous allez vous octroyer en tant que Président et Maire. Si on fait un calcul rapide, en tant que Président de Métropole, vous serez à 5 340 € et en tant que Maire de la ville centre, Montpellier, 3 305 €. Nous arrivons à un total de 8 645 € bruts. Si nous enlevons les cotisations sociales, nous arrivons à une forme de net qui est à 8 146 € qui est effectivement en deçà du plafond légal. D'ailleurs, heureusement qu'il est fixé par la loi, sinon nous ne savons pas où nous en serions aujourd'hui sur votre indemnité. En tout cas, pour être sûre de ne rien oublier, je voudrais savoir si l'on va ajouter à ces 8 645 € d'autres fonctions de représentation. C'était juste pour avoir des premiers éléments de réponse très concrets là-dessus.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame DOULAIN. Monsieur MEUNIER.

### **Cyril MEUNIER**

Je voulais juste reprendre la parole parce que dans un journal local, L'Agglorieuse pour ne pas le citer... Vous ne serez pas, pour la plupart d'entre vous, surtout les anciens, habitués à ce que les informations ne soient pas

validées avant d'être publiées. J'ai demandé un démenti. À aucun moment – et je voudrais prendre à témoin le Président et Renaud CALVAT – je ne me suis opposé ou j'ai râlé sur la répartition des indemnités des VP pour permettre à certains des conseillers et des maires ici présents, de pouvoir toucher une indemnité un petit peu plus importante. C'est donc une information totalement erronée et j'espère qu'aucun des maires ici présents n'a pu penser 30 secondes que j'ai évoqué cette possibilité de ne pas répartir les indemnités. D'ailleurs, à l'heure qu'il est, je ne sais même pas à quel niveau est fixée l'indemnité. Je n'ai même pas regardé. Je vous remercie.

### **Renaud CALVAT**

Simplement, Monsieur le Président, chers collègues, pour rappeler un certain nombre d'éléments chiffrés. Monsieur le Président est nettement en dessous, par choix, du montant écrêté. Les montants annoncés sont bruts. La réalité des chiffres est là. Elle est dans la délibération. Conformément aux engagements qu'avait pris le Président, il y a une diminution de l'indemnité des Vice-Présidents et du Président, bien évidemment, de 5 %, comme cela a aussi été le cas à la Ville. Il y a donc -5 % pour le Président et pour les Vice-Présidents et une indemnité légèrement supérieure de 100 € nets... Vous avez mélangé le net et le brut. Le chiffre que vous avez donné de 8 700 €, pensant qu'il était en net, est faux. Le chiffre est de 8 000 € et donc nous devons être aux alentours de 6 000 ou un peu moins nets. Vous avez annoncé un chiffre faux qui, en plus, était brut. Le chiffre, vous l'avez. Il est très simple. L'écrêtement est à 8 500 € et ce qui est voté est aux alentours de 8 000 euros bruts. Il faut bien évidemment enlever entre 25 et 30 % pour le net, ce qui fait faire à la Métropole, sur la durée du mandat, une économie de 86 000 € sur l'indemnité des élus. Nous n'avons pas souhaité baisser l'indemnité des conseillers de Métropole puisque vous touchez, vous, 1 100 € tous les mois, Madame, en tant que conseillère de Métropole. Pardon, vous avez raison Monsieur le Président, brut. Vous touchez... Brut. Vous avez raison. Ces 1 100 € bruts vont vous apporter 700 € nets à peu près. Nous n'avons pas souhaité vous proposer de faire -5 % pour votre indemnité. Sachez en tout cas que pour la collectivité, c'est un gain de 86 000 € sur le mandat.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur CALVAT. Je vais juste répondre sur un dernier point. Le débat est clos, Madame. Je réponds juste sur un dernier point. À la Ville de Montpellier, il y a une baisse de 5 %, à la Métropole, pour le Président exécutif, baisse de 5 % : 80 000 € d'économie sur la durée du mandat.

Il m'a été posé la question sur d'autres revenus. Je vais être très clair et je serai très transparent là-dessus. Dans les organismes dans lesquels je suis invité à siéger, c'est à titre gracieux. J'ai pris l'engagement d'être Président du conseil de surveillance du CHU. Cela se fait évidemment à titre gracieux et c'est d'ailleurs dans les fonctions. Ensuite, j'ai deux sources de revenus autres : la première, je suis auteur de manuels scolaires et donc à ce titre-là, je touche des droits d'auteur comme peut-être quelques collègues. Je ne sais pas où nous en sommes de ce point de vue. Nous verrons l'année prochaine. Je le rendrai public. J'ai conservé, parce que je suis très attaché à ce que l'engagement public soit un engagement, une charge professionnelle avec un service réduit. J'aurais donc une rémunération. Voilà de manière très transparente, très apaisée. D'ailleurs, à un moment, moi-même, sur un site qui m'appartient, je rendrai compte de cela. Les indemnités votées par le Conseil de Métropole comme par le Conseil municipal seront présentées en net sur les sites Internet avec les approximations évidentes du prélèvement à la source de l'impôt, de la cotisation, ce que vous comprenez tout à fait Madame DOULAIN et je vous en remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION – REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – DÉSIGNATIONS**

### **Monsieur le Président**

Affaire 68 : vous avez sur table, avec quelques petites modifications, les délibérations. Je propose de nommer l'organisme, même vote, même vote, pour essayer d'aller relativement vite. S'il y a un problème, vous me le signalez.

*Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et des organismes extérieurs.*

*Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.*

*A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

- Association ville emploi : Madame EMAD.

Allez-y, Madame OLLIER.

### **Clothilde OLLIER**

Je prends la parole en amont pour l'avoir. Je suis très surprise lorsque je vois ce document. Il y a peut-être 200 délégations. J'imagine que c'est aussi le cas pour Madame DOULAIN, je n'ai jamais été appelée. On ne m'a jamais rien proposé. Nous ne sommes d'ailleurs absolument pas dans ce document. À aucun moment, même en guise de suppléance, on ne nous a proposé de siéger, de participer ou d'être une voix. Je pense que c'est triste. Je ne sais pas ce qu'il en est pour les autres personnes mais en tout cas, je trouve cela un petit peu triste de ne pas intégrer tout le monde. Vous qui mettez en avant la République, etc., c'est tout de même triste de ne pas intégrer des personnalités qui connaissent des choses, qui ont un avis à donner et qui sont prêtes à travailler et à donner de leur temps et de leur énergie pour notre Métropole.

### **Monsieur le Président**

Je vais vous répondre Madame OLLIER parce que, c'est vrai, plus on permet à des gens de participer, mieux c'est ; plus la responsabilité est partagée et plus elle s'exerce. C'est d'ailleurs pour cela qu'avant, à l'EPIC du Domaine d'O, c'était un élu et que nous avons proposé, là, un metteur en scène comme Jean-Claude FALL. Dans ces représentations, Madame OLLIER, c'est la représentation de l'exécutif et de la politique qui est mise en œuvre par cette assemblée. Vous avez exprimé par votre vote, autant à la Ville de Montpellier mais aussi à la Métropole, votre hostilité, en tout cas votre désaccord ; pardonnez-moi de ce mot excessif. Dans un certain nombre d'organismes autour de l'eau, il s'agit des orientations qui sont déclinées. Après, très chère Madame, je le dis de manière très posée : tous ceux qui souhaitent participer dans un esprit constructif sont évidemment les bienvenus. Il y a une troisième série de délibérations. Il y a à la fois celles où il faut un petit peu corriger. Il y aura d'autres délibérations. Il y aura, au demeurant et peut-être que votre question est liée à celle-là, une nouvelle organisation des commissions proposée au prochain Conseil, pour permettre le travail collectif sur un certain nombre de dossiers et dans lesquelles, je ne doute pas que vous siégerez pour apporter votre contribution, tout comme il y aura des organismes d'évaluation des politiques publiques qui vont être créés. Là, c'est plus lié à votre non-participation à l'exécutif. Je crois que vous qui êtes ancienne maire de Murles, vous voyez bien à quoi nous faisons allusion.

Je vous propose de passer aux voix. Alliance ville emploi...

Monsieur LEVITA.

### **Max LEVITA**

Juste une remarque. Je comprends très bien, pour avoir été membre de l'exécutif précédemment, que lorsqu'il y a un représentant voire deux, vous preniez dans votre majorité stricte. À la Métropole, il n'y a pas de groupe organisé, il n'y a pas de groupe d'opposition. Cependant, dans certaines commissions, vous avez plusieurs représentants. Il est tout de même un peu curieux que vous ayez refermé le nombre de vos représentants qui sont strictement de votre majorité au sens strict. Je partage l'avis de ma collègue qui est intervenue précédemment. Je trouve que c'est un peu dommage.

### **Monsieur le Président**

Non Monsieur LEVITA. Par exemple là, si vous me le permettez, il y a Monsieur TRAVIER.

### **Max LEVITA**

Oui mais c'est le seul exemple.

**Monsieur le Président**

Oui mais dans la troisième vague de délibérations – et cela tombe bien, cela vous concerne – nous avons par exemple ajourné toutes les représentations des organismes universitaires qui sont très importants. Vous qui avez tout de même une expertise et une connaissance, nous envisagions de proposer à l'ensemble des membres du Conseil de Métropole s'ils n'étaient pas dans le souhait de participer. Si vous le souhaitez, par exemple à l'IUT, où je me fais très solliciter, et comme vous y avez siégé, vous y avez de mémoire enseigné... Je ne vous ai pas eu comme professeur...

**Max LEVITA**

Je voulais juste vous dire qu'il y a une commission consultative des services publics locaux. Dans le mandat précédent, elle avait d'extrêmes difficultés à se réunir par manque de quorum. Là, à ma connaissance, vous avez cinq représentants plus cinq suppléants, il est dommage que vous ne l'ayez pas ouverte.

**Monsieur le Président**

Monsieur LEVITA, je vais vous dire...

**Max LEVITA**

J'aurais été candidat là.

**Monsieur le Président**

Oui. C'était un scrutin de liste. Monsieur REVOL.

*Intervention hors micro de Monsieur LEVITA.*

**Monsieur le Président**

Non, non mais j'observe bien l'état d'esprit. Comme pour Madame OLLIER. Il y a une chose qui est sûre, Monsieur LEVITA, vu le désaccord que nous avons sur la gratuité des transports...

*Intervention hors micro de Monsieur LEVITA.*

**Monsieur le Président**

Voilà. Monsieur REVOL.

**René REVOL**

Concernant tous les organismes de l'eau, le principe qui a guidé notre travail commun pour construire ces délégations, c'est la représentation des communes et de faire que celles-ci puissent être représentées soit par leur maire soit par un autre représentant. C'est donc le cas, par exemple, sur la régie de l'eau. Vous pouvez vous étonner qu'il y ait 19 représentants puisqu'il y a une partie société civile avec des associations représentées qui ont beaucoup travaillé sur la question de l'eau. Il y a une partie maires. Le conseil d'administration est de 20 membres. Le 20<sup>e</sup>, c'est le représentant du personnel. Ce n'est pas nous qui le désignons mais le personnel dans les statuts. C'est la seule régie de France où le personnel a le droit de vote à l'intérieur du conseil d'administration.

Dernière remarque pour mon ami et collègue Max LEVITA : dans la mandature précédente, tous les maires qui étaient dans la régie de l'eau ont été exclus en fonction de leur couleur politique. Donc, aujourd'hui, tous les maires des 13 communes, quelle que soit leur sensibilité, sont représentés et je me félicite que nous revenions à cette représentation démocratique.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur REVOL même si je déplore que Monsieur MEUNIER soit le représentant du SYBLE pour le Département alors qu'il est la principale commune concernée autour du Lez et il aurait dû l'être pour la Métropole. J'espère que nous pourrons corriger cela. Jackie.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Bonjour à tous. Je veux corriger René. Il sait de quelle manière j'ai travaillé. Ce n'est pas vrai. Il y a eu un changement au niveau des conseils d'administration. Renaud CALVAT siégeait à la régie, par exemple, et d'autres membres comme Lattes ; non, il y avait des gens qui étaient dans la régie et qui ne sont jamais venus siéger. Ils y étaient bien présents.



## Monsieur le Président

Allez, je vous propose de passer aux désignations.

- Alliance Ville Emploi : Madame Emad. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

Nous reportons la désignation pour METHEOR à la suite de l'intervention de Monsieur VASQUEZ.

- Association Syndicale Libre Place de France : Monsieur CHARTIER. Même vote ? Même vote.
- Atout France : Monsieur MEUNIER. Même vote ? Même vote.
- Centre de Recherche et d'Innovation Industrielle DiagnostiC Santé (CR2I) : Madame BRAU. Même vote ? Même vote.
- Centre Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) : Claudine VASSAS-MEJRI, Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole (CCSPL) : nous proposons que Monsieur LEVITA soit titulaire et Madame BORNE suppléante. Vous avez les noms. Même vote ? Même vote.

Ensuite, il y a des associations.

- Commission de Suivi de Site de l'usine de méthanisation AMETYST : titulaire, Monsieur VASQUEZ, Madame SERRANO ;
- Commission de surveillance du site du centre de stockage de déchet ménagers non dangereux de Castries : Même vote ? Même vote.

Vous avez les noms, je ne les donne que lorsque nous les modifions.

- Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE) : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Commission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (CIAPMR) : Même vote ? Même vote.
- Commission Locale de l'Eau Lez Mosson Etangs Palavasiens (CLE SAGE) : nous remplaçons Madame MANTION par Monsieur PATERNOT sinon, c'est la même liste. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.*

*Pour : 91 voix*

*Mme S. JANNIN sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir, le pouvoir de M. B. TRAVIER accordé à Mme S. JANNIN est annulé.*

- Commission locale des transports publics particuliers de personnes (T3P) : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées Département-Métropole (CLECRT) : Même vote ? Même vote.
- Communes Forestières de l'Hérault Occitanie (COFOR) : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) : vous avez le nom. Même vote ? Même vote.
- Conservatoire à Rayonnement Régional - Commission consultative : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

- Énergies Citoyennes Locales et Renouvelables en Occitanie (ECLR) : Monsieur VERA. Même vote ? Même vote.

*Intervention hors micro de Madame DOULAIN.*

**Monsieur le Président**

Vous ne participez pas au vote parce que vous êtes concernée. Merci Madame DOULAIN. Madame DOULAIN ne prend pas part au vote. Merci.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Alenka DOULAIN*

*A l'issue d'un vote à main levée, cette désignation est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**Monsieur le Président**

- European Business Network (EBN) : Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED) : Même vote ? Même vote.

Je précise que pour la culture, nous ne faisons pas au pied levé les personnalités qualifiées. Nous les changerons plus tard pour certaines, c'est-à-dire celles qui n'ont pas été assidues, qui n'ont pas participé. Par exemple, à Cinémed, nous aimerions que le lycée Jean-Monnet qui est celui du cinéma soit plus partenaire mais il nous faut encore nouer le contact. Il faut faire ces choses sérieusement. Pardonnez-moi cette parenthèse.

- Groupe Sup de Co Montpellier Business School : Monsieur MOYNIER. Même vote ? Même vote.
- L'Or Aménagement : Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- SPL ARAC Occitanie : Même vote ? Même vote.
- Mission locale des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : Monsieur ASSAF est remplacé par Madame BRUNET. Même vote ? Même vote.
- Montpellier Danse : vous avez les élus titulaires. Nous ferons les personnalités qualifiées un petit peu plus tard. Même vote ? Même vote.
- Montpellier Events. Même vote ? Même vote.
- Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole : Nous complétons la désignation précédente. Vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Office de Tourisme et des Congrès de Sète. Même vote ? Même vote.
- Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée : Même vote ? Même vote.
- Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : Même vote ? Même vote.
- Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) : Même vote ? Même vote.
- RETIS : Même vote ? Même vote.
- Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT AxLR) : Même vote ? Même vote.
- Service Funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA) : Même vote ? Même vote.
- Société Régionale et Interdépartementale de Développement Economique (SORIDEC) : Même vote ? Même vote.
- IRDI SORIDEC Gestion IRDINOV 2 et AELIS : Même vote ? Même vote.
- Syndicat Hérault Energie (SHE) : Même vote ? Même vote.
- Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL) : Même vote ? Même vote.
- Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault – Hérault Transports (SMTCH) : vous avez encore à chaque fois la liste. Même vote ? Même vote.
- Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) : nous remplaçons Madame MANTION par Monsieur PATERNOT. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.
- Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT) : Même vote ? Même vote.
- Le SYBLE : Monsieur PATERNOT remplace Madame MANTION. Ce changement étant pris, même vote ? Même vote.
- Syndicat Mixte du Parc Régional d'activités Via Domitia : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) : vous avez la liste. Nous remplaçons Monsieur SIGAUD par Thierry DEWINTRE. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

- SYNERSUD : Même vote ? Même vote.
- Tempo Territorial - Réseau national des acteurs des démarches temporelles : je propose de mettre en lieu et place de Madame MANTION, Madame FRECHE qui suit la question des temps urbains sur les mobilités. Cet amendement étant pris, je mets aux voix. Même vote ? Même vote.
- Terres en Villes : vous avez les noms. Même vote ? Même vote.
- Union du Pôle funéraire public (UPFP) : Même vote ? Même vote.
- Villes et Métiers d'Art : Même vote ? Même vote.
- Villes et territoires Occitanie : Même vote ? Même vote.

Sur les organismes de logement social qui sont partenaires de la Métropole, c'est à chaque fois Madame LLORET.

- Société Française des Habitations Economiques (SFHE) - Groupe Arcade : Même vote ? Même vote.
- FDI Habitat - SACICAP : Même vote ? Même vote.
- ICF Sud Est Méditerranée qui est la filiale de logement social de la SNCF : Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

### **Monsieur le Président**

Nous avons, chers collègues, terminé. Il va vous être envoyé à tous le calendrier du Conseil de Métropole pour l'ensemble de l'année scolaire. Nous allons vous le communiquer par mail ainsi que les propositions de commissions.

J'ai deux questions : une porte sur la fusion Véolia/Suez. Nous sommes allés échanger, Monsieur VASQUEZ aussi et je l'en remercie, avec les salariés qui sont inquiets. Notre conviction est que nous ne sommes pas favorables à cette OPA. Nous sommes tout de même dans un contexte où il faut protéger l'emploi et nous sommes également dans un contexte où un trop gros monopole ne serait pas une bonne chose. C'est donc dans cet esprit-là que j'ai répondu.

Le deuxième point était sur les squats qui ont un peu été le fil rouge du Conseil. Bien sûr, les squats n'ont pas vocation à être la norme. Il faut aussi protéger les personnes fragiles qui, parfois, sont entraînées par des réseaux mafieux qui font leur œuvre dans les squats et qui posent des problèmes de sécurité. Il y a quelqu'un auprès de l'administration générale qui a été dédié pour pouvoir travailler sur ces sujets, ainsi que sur ceux des habitats dits transitoires. Il y a un dialogue État/Métropole pour travailler sur les situations des familles, même si nous rappelons que la compétence d'hébergement d'urgence relève d'une compétence d'État et que nous avons fait le choix, malgré le fait que ce ne soit qu'une compétence d'État, de pouvoir nous positionner.

Je le dis aussi de manière très sereine : les squats n'ont pas vocation à devenir de l'habitat permanent. Nous avons vocation à construire des stratégies de logement parce qu'il faut aussi mesurer que l'environnement autour d'un squat, même s'il y a un travail très important qu'il faut saluer des acteurs associatifs, pour les riverains, est parfois source de tension et nous devons être capables d'apporter des réponses. Il y en a un certain nombre sur la ville. Je prends le camp dit de Roms de Celleneuve : il pose de nombreux problèmes. Sur chacun, nous allons essayer d'avoir une mobilisation des acteurs pour pouvoir sortir de ces situations de précarité, pour assurer aux enfants les conditions les plus dignes possible de l'accès à l'éducation. Nous savons que sur certains secteurs, c'est jusqu'à 5 km. Résultat : il n'y a pas de continuité éducative. De plus, si nous laissons trop les choses se pérenniser, il y a aussi des gens malveillants qui posent de graves problèmes de sécurité et qui n'hésitent pas à abuser de la détresse humaine comme certains sont parfois tentés de l'instrumentaliser.

Monsieur CALVO pour la Ville de Montpellier, Madame VASSAS-MEJRI, Madame GIMENEZ au titre du logement et de la cohésion sociale essayent de travailler avec les services de l'État sur ces situations qui sont très difficiles.

Chers collègues, je vous remercie.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h15.*